

**RAPPORT DE LA COORDINATRICE AU
SEPTIEME CONGRES INTERNATIONAL DE STREETNET
à tenir du 3 au 6 mai 20 23 mai à Kigali, Rwanda**

Aperçu Rapport StreetNet 20 19-2023

Introduction

Partie I - StreetNet et ses réalisations au cours des 4 dernières années

Processus de transition et adaptation à une nouvelle réalité

Partie II - Domaines prioritaires pour la mise en œuvre du Plan stratégique et son impact

1. DE NOUVELLES FAÇONS de mener des NÉGOCIATIONS COLLECTIVES
2. La protection sociale et son extension aux travailleurs de l'économie informelle
3. Le Nouveau programme pour les villes et le Droit à la ville
4. Les régimes commerciaux simplifiés et commerce transfrontalier informel

Impact international et régional

Visites de terrain et participation à différents événements internationaux et régionaux

Partie III - StreetNet - une organisation faitière mondiale pour faire la différence

- Affiliation et adhésion
- Points focaux régionaux et consolidation
- Structures de gouvernance et leadership
- Capacité opérationnelle et administration
- Fonds et collecte de fonds
- Publicité, médias et documentation

Partie IV - Opportunités et défis pour StreetNet

OPPORTUNITÉS ET DÉFIS INTERNES

Renforcer les affiliés de StreetNet par le biais du renforcement des capacités, de l'éducation et du plaidoyer

- Leadership, autonomisation des femmes et suivi des travailleurs
- Adhérer aux politiques et principes internes
- Bâtir l'unité pour renforcer le pouvoir et l'action collective

OPPORTUNITÉS ET DÉFIS EXTERNES

Avenir du travail

Le changement climatique, les conflits et les guerres, comme une source d'insécurité pour les membres

CONCLUSION – Aller de l’avant vers le succès
RECOMMANDATIONS

ANNEXE 1

Je salue tous les délégués du Congrès, les représentants des membres de StreetNet, les vendeurs de rue, les vendeurs du marché informels, les colporteurs et les vendeurs transfrontaliers du monde entier. Je salue également tous nos invités et nos partenaires, tous nos amis et tous ceux qui nous sympathisent en partageant nos idées et nous soutenant dans notre voyage stimulant et passionnant.

Je dois admettre qu'il s'agit d'un moment très excitant pour moi, dont je suis fière. Je suis aussi très honorée d'assister à cet événement, de vous saluer toutes et tous pour la toute première fois au Congrès de StreetNet en tant que coordinatrice internationale. Je vous remercie de m'avoir donné cette opportunité de présenter mon rapport sur le travail de StreetNet accompli pendant les quatre dernières années, depuis le dernier Congrès de StreetNet en avril 2019 au Kirghizistan.

INTRODUCTION

Bienvenue au septième congrès international de StreetNet !

Nous avons connu beaucoup de changements au cours des quatre dernières années, depuis la pandémie de Covid-19 au début de l'année 2020, qui nous rattrape encore aujourd'hui, mais avec moins de dégâts, jusqu'à l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, qui a touché des millions d'Ukrainiens, y compris nos membres, moi personnellement et la plupart des pays de la région, voire le monde entier, car toute guerre est la pire des tragédies de l'humanité. Je tiens à présenter mes sincères condoléances à tous nos frères et sœurs, amis et collègues qui ont perdu des êtres chers au cours de la guerre russo-ukrainienne et de toute autre guerre ou conflit où les gens ont dû payer le prix fort pour vivre dans la liberté et dans la paix.

Je voudrais profiter de cette occasion pour rendre hommage à tous nos leaders et membres qui ne sont plus avec nous, mais qui ont tant contribué à nos objectifs communs et à la reconnaissance des vendeurs de rue et de marché dans leur propre pays. Ils ont laissé un énorme héritage et nous leur sommes très reconnaissants de leur dévouement et leur confiance en nous : notre frère Jalile Fundile d'Afrique du Sud, notre sœur Comfort Doryen du Libéria, la sœur Blanca Gonzales du Venezuela, le frère John Shikunzi de Tanzanie et notre grande légende et gourou, sœur Ella Bhat de l'Inde. Reposez dans la paix et dans la force.

Nous avons été confrontés à une pandémie très soudaine avec beaucoup d'incertitude, mais malgré le grand défi que cela représentait pour nous tous, nous nous sommes mobilisés très rapidement pour trouver d'autres modes de vie et d'autres habitudes. Nous avons élaboré de nouvelles stratégies et approches visant continuer notre travail de renforcement des affiliés de StreetNet à différents niveaux, même si c'était un énorme défi pour nous tous.

Ce niveau de solidarité, d'unité et de soutien est une grande manifestation et une démonstration de nos valeurs humaines fondamentales, un témoignage de notre soutien mutuel et la preuve du fait qu'« une blessure à l'un est une blessure à tous ».

Il est remarquable que nous n'ayons pas perdu notre courage, mais que nous ayons au contraire renforcé et poursuivi notre noble mission et notre lutte pour la

reconnaissance, les droits de l'homme et des travailleurs, la liberté, les valeurs démocratiques et la justice sociale, car si nous devons y faire face dans notre vie, nous avons suffisamment de courage et de force pour surmonter tous les défis qui se présentent. Il est également important de noter que nous sommes tous prêts à faire face à n'importe quelle situation de manière appropriée.

Nous avons progressé de plusieurs manières, y compris dans la révision et le rafraîchissement de notre mémoire sur les politiques de StreetNet et leur mise en œuvre.

Je tiens également à nous féliciter tous pour le 20^e anniversaire de StreetNet que nous avons célébré l'année dernière et je vous souhaite plus de patience et de courage pour continuer notre lutte permanente ! Il est important de noter qu'en 20 ans d'existence, StreetNet a déjà accompli beaucoup, depuis la première réunion des représentants des vendeurs de rue à Bellagio, en Italie, en 1995.

PARTIE I – Le rôle de StreetNet et ses réalisations

Depuis le Sixième Congrès international de StreetNet, nous avons utilisé au mieux les fonds de projet disponibles dans notre travail sur le terrain pour renforcer nos affiliés et la capacité de StreetNet en général à améliorer la vie des travailleurs dans le secteur de l'économie informelle, en nous concentrant principalement sur le renforcement de leurs capacités et sur la sensibilisation aux préoccupations pertinentes en tirant parti des nouvelles technologies, et pour initier et réaliser des changements ascendants grâce à leur participation directe à de nouveaux processus inclusifs innovants de négociation collective et de stratégies d'organisation.

Processus de transition et adaptation à une nouvelle réalité

Le processus de transition et l'adaptation à une nouvelle réalité et le Plan de transition pour la succession ont été suivis depuis juin 2019 et toutes les dispositions ont déjà été mises en œuvre malgré quelques problèmes concernant un signataire bancaire, qui ont été résolus avec succès. Certaines formalités ont pris un peu plus de temps, car la nouvelle coordinatrice internationale n'est pas une citoyenne sud-africaine et en raison du manque de pratique de la banque pour traiter avec les non-résidents d'Afrique du Sud, nous avons dû attendre plus de temps. Nous remercions Pat Horn pour sa patience et son aimable collaboration.

Nous avons développé un système de communication très efficace au sein de l'équipe StreetNet et de nos précieux affiliés.

En effet, il nous a fallu beaucoup de temps pour mettre au point notre propre système de coordination de travail, était bien organisé, avec une coordination et un équilibre approprié, en fonction de nos rôles et de nos responsabilités au sein et en dehors de

l'organisation. Je dois admettre que ce fut une période difficile pour nous tous, y compris moi-même.

Je crois que nous avons relevé le défi de trouver notre propre voie vers le développement et de nouvelles réalisations.

Une fois encore, je suis très reconnaissante à Pat Horne, ancienne coordinatrice internationale, fondatrice de StreetNet et mon mentor, de m'avoir donné l'occasion de travailler et d'apprendre à ses côtés et d'occuper un poste qui exigeait un haut niveau de responsabilité et d'engagement. Je suis toujours très reconnaissante à Pat Horne pour son aide et ses conseils chaque fois que nous en avons eu besoin.

1. DE NOUVELLES FAÇONS de mener des NÉGOCIATIONS COLLECTIVES

Streetnet s'est engagé à poursuivre son travail en organisant des réunions (virtuelles) de mentorat après la formation aux techniques de négociation. Cependant, il était nécessaire de trouver une autre alternative possible pour s'adapter à la nouvelle réalité après l'émergence de la pandémie de Covid et pour poursuivre la formation aux techniques de négociation.

Par conséquent, au cours du second semestre 2019, avant la pandémie de Covid, StreetNet a pu organiser des formations dans différents pays avec le soutien financier du Centre de solidarité de AFL-CIO et de WIEGO.

Ainsi, les affiliés suivants ont assisté à un cours sur les techniques de négociation et, avec la participation d'autres organisateurs régionaux, à des séances de mentorat virtuel dirigées par Pat Horn, conseillère principale de StreetNet :

- IDEA - Cambodge (pendant la période de 2017 à 2020) a entamé des négociations nationales avec le gouvernement sur la protection sociale des vendeurs de rue et des chauffeurs de tuk-tuk, en plus des négociations au niveau local pour résoudre les problèmes de travail quotidiens des travailleurs de ces deux secteurs ;
- SLeTU – Sierra Leone (pendant la période de 2018 à 2020) a organisé un atelier financé par le Centre de Solidarité et a eu des discussions virtuelles mensuelles régulières avec le conseiller principal et l'organisateur régional de StreetNet sur la mise en œuvre de la LOI SUR LE GOUVERNEMENT LOCAL que les leaders de SLeTU ont commencé à pousser activement pour sa mise en œuvre au niveau local, car cette loi stipule la création des comités de commerce municipaux.
- FOTSSIES - Honduras (pendant le période de 2018 à 2020) a eu plusieurs sessions de mentorat virtuel avec son organisateur régional dans l'objectif de suivre les activités de l'organisation. Selon des informations très récentes, l'affilié prévoit d'organiser une réunion tripartite et régionale pour promouvoir l'initiative d'une loi inclusive sur la protection sociale pour le secteur de l'économie informelle.
- FENTRAVIG - Guatemala (notamment, en 2019) n'a pas eu de sessions de mentorat virtuel pour suivre leur activité en raison du manque de délais convenus pour les deux parties ;

- FUTTEINCO - République dominicaine (en 2019) a suivi un atelier de compétences en négociation soutenu financièrement par WIEGO, mais n'a pas eu de séances de mentorat virtuel ;
- UNICAB - Brésil (en 2019) a suivi un atelier sur les compétences en négociation soutenu financièrement par WIEGO. Certaines séances de mentorat physique ont été fournies par l'organisateur régional de SNI en fonction des besoins. Cependant, selon le rapport de l'UNICAB, un « Front fédéral parlementaire de défense du travail dans l'économie informelle » a été créé à la suite des efforts de plaidoyer de l'UNICAB.
- FEPTIWUL - Libéria (pendant la période de 2016 à 2020) avait un projet de pays distinct avec l'Alliance des villes (Cities Alliance), mais la direction de FEPTIWUL passait par les sessions mensuelles de mentorat sur Skype pour discuter de la stratégie et travailler avec la conseillère principale de StreetNet et l'organisateur régional sur la mise en œuvre du protocole d'accord signé entre la municipalité de Monrovia et la FFEPTIWUL. Malheureusement, les tensions internes au niveau de la direction ont amené l'organisation à la situation de quasi-effondrement en 2020-2021. Cependant, la situation s'améliore maintenant, car après le changement de direction, l'organisation a commencé à se remettre sur les rails et à faire preuve d'un processus de rétablissement progressif, y compris en ce qui concerne les stratégies de négociation avec les municipalités et les autorités nationales. Une réunion de dialogue d'une journée s'est tenue au ministère du commerce et de l'industrie en août 2022 sur la relocalisation du centre commercial du marché rouge vers le marché Omega nouvellement construit. L'évolution récente a permis d'améliorer de manière significative les droits des vendeurs. S'il est certain que le protocole d'accord signé en 2018 a expiré, le harcèlement et les autres formes d'intimidation ont été très rares en 2022. La municipalité de Monrovia a mis à la disposition des vendeurs un lieu sûr pour qu'ils puissent gagner leur vie. FEPTIWUL fait actuellement état d'un engagement constant avec les autorités municipales et d'une rencontre avec d'autres autorités en vue de la signature d'un nouveau protocole d'accord.
- Au Zimbabwe, une formation aux techniques de négociation a été dispensée dans le cadre de notre premier projet conjoint avec le Centre de solidarité de l'AFL-CIO à Harare (en 2016) et à Bulawayo (en avril 2017). L'Affilié ZCIEA a continué à renforcer les capacités internes de ses membres en négociation et en stratégie d'organisation, donc, à plus long terme, c'est un excellent exemple de combinaison d'une capacité stratégique et d'une opportunité « à utiliser avec succès par la direction de ZCIEA, en particulier pendant la pandémie de Covid, lorsqu'une répression et une violence massives à l'encontre des vendeurs informels ont eu lieu au Zimbabwe. La direction de ZCIEA a identifié une « fenêtre d'opportunité » à utiliser pour un meilleur engagement avec les autorités locales et a réussi à signer un certain nombre (au moins 12) de protocoles d'accord avec plusieurs municipalités au cours d'une phase intense de la pandémie de Covid. Elle a également indiqué que les 46 territoires de la

ZCIEA ont tenu des réunions de dialogue avec leurs autorités locales dans le cadre du renforcement des relations et de l'influence sur la signature de protocoles d'accord lorsqu'ils n'ont pas encore été signés. ZCIEA continue d'impliquer le ministère des PME et le ministère du Travail pour soutenir la présence des travailleurs de l'économie informelle.

En novembre 2021, les affiliés de StreetNet du Malawi (MUFIS) et de l'Ouganda (UMAEU) ont également informé StreetNet des protocoles d'accord signés avec les autorités locales.

Malheureusement, en raison des restrictions imposées aux voyages et aux rassemblements physiques par la pandémie, aucun cours sur les techniques de négociation n'a été organisé en 2020.

Ainsi, en coopération avec la Fédération internationale des associations d'éducation ouvrière (IFWEA), StreetNet a développé un cours de compétences en négociation en ligne qui a été testé avec le Syndicat général des travailleurs indépendants et travailleurs de l'économie informelle en Colombie (UGTI - CUT), un autre affilié de StreetNet.

Comme la formation en ligne était le premier cours expérimental entièrement virtuel, le cours lui-même a été adapté, mais il s'est relativement bien déroulé, malgré un certain nombre de difficultés techniques.

Une formation de suivi a été dispensée à l'UGTI-CUT en août 2022. L'organisatrice régionale, Maira Vannuchi, a animé la formation de suivi sur les compétences en négociation à Bogotá lors de sa visite sur le terrain en Colombie, qui a également été combinée avec d'autres réunions avec des représentants de la municipalité locale, du syndicat national et d'organisations de travailleurs de l'économie informelle d'autres secteurs.

Une mise à jour intéressante de la politique publique nationale sur les vendeurs de rue (1988-2019) a été fournie par l'affilié colombien. Selon leur analyse, la politique publique pose de nombreux problèmes. Cependant, ils ont également suggéré que, même si le texte juridique apporte des concepts qui sont une menace pour les vendeurs de rue, tels que l'objectif de la politique publique du gouvernement de régénérer et d'utiliser économiquement l'espace public, il pourrait être positif que, en théorie, la politique se préoccupe des droits de l'homme et de la dignité des vendeurs de rue.

La formation de suivi a permis aux affiliés de définir leurs revendications par rapport à la politique nationale de 1988-2019 et d'élaborer un plan de négociation sur la politique nationale pour la période 1988-2019, à l'aide d'un cadre logique qu'ils ont complété collectivement.

Les arguments en faveur de l'adhésion peuvent être considérés comme très importants, d'autant plus qu'il s'agit également d'un « bon » moment pour les travailleurs de l'économie informelle et leurs organisations pour élaborer des stratégies sur la mise en œuvre des politiques publiques, car la situation politique est favorable à l'avancement

des droits des vendeurs de rue et il existe une volonté politique d'écouter les travailleurs de l'économie informelle et leurs préoccupations.

La participation des représentants régionaux de StreetNet et de l'affilié UGTI-CUT à l'événement intitulé « Les pratiques significatives des politiques de travail décent pour les vendeurs de rue et de marché dans les Amériques. Le cas de Medellin – Colombie », indique clairement une approche plus progressiste de la municipalité locale et une forte représentation de l'affilié dans une ville.

Le séminaire a porté sur la récente mise en œuvre du décret 0202 de 2022, qui met en œuvre le décret 042 de 2014, créant une politique municipale favorable pour les vendeurs de rue, mais ne prévoyant pas de mécanisme de mise en œuvre. La mise en œuvre de ce décret est le résultat de la volonté politique de l'actuel maire de Medellin et du sous-secrétaire aux espaces publics, car la politique publique de 1988 à 2019, qui stipule que les municipalités créent des politiques municipales et les moyens de leur mise en œuvre locale, est mise en œuvre à l'échelle nationale.

Avant le séminaire, les organisateurs régionaux de StreetNet ont eu des conversations en ligne avec le sous-secrétaire qui a invité StreetNet au séminaire et a financé sa réalisation, car il a démontré un grand intérêt pour une approche avec StreetNet pour échanger des connaissances et renforcer la participation des travailleurs dans le processus de mise en œuvre de la loi. La politique prévoit même la création d'un comité participatif avec la présence de l'UGTI et d'autres organisations de vendeurs de rue, d'artisans, de vendeurs de marché et d'artistes de rue de Medellin ainsi que divers organismes municipaux pour créer un plan de mise en œuvre de la politique.

Une autre expérience intéressante, innovante et réussie a été réalisée par l'affilié de StreetNet en Sierra Leone. En août - novembre 2021, la conseillère principale de StreetNet, Pat Horn (avec le grand soutien de l'organisatrice régionale pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, Evelyn Benjamin-Sampson, et l'équipe des médias), a animé un cours pour les femmes négociatrices utilisant la communication par messagerie audio What'sApp.

Le but de cette activité était de renforcer la capacité des membres à interagir avec les autorités et les institutions. Toutefois, il s'agissait du premier cours destiné exclusivement aux femmes négociatrices de la Sierra Leone. Le cours a été très facile à adapter pour les participants, car beaucoup d'entre eux ont assisté à la formation elle-même directement depuis leur lieu de travail ou leur domicile.

L'approche participative a rendu ce cours très pratique et contextuel, permettant aux participants de développer leur confiance et de s'engager directement avec les gouvernements locaux et d'autres homologues potentiels.

En ce qui concerne l'Inde et sa politique nationale des vendeurs de rue, appelée la loi sur les vendeurs de rue (protection des moyens de subsistance et réglementation de la vente de rue), qui a été adoptée en 2014, selon notre affilié SEWA, il n'y a pas eu beaucoup de changement concernant la mise en œuvre de cette loi. Malgré le fait qu'il

s'agit d'une législation extraordinaire spécialement conçue pour les vendeurs de rue, prévoyant des comités municipaux statutaires de vente établis par la loi, la mise en œuvre de cette loi est considérée comme un défi encore plus grand, surtout si, dans la plupart des cas, les autorités municipales indiennes manquent de volonté politique pour cela, comme le prouvent notre pratique et notre expérience.

Selon SEWA, seuls quelques États de l'Inde montre un progrès dans l'établissement des comités de vente municipaux fonctionnels, en particulier là où SEWA est présente et dispose d'une capacité forte et cohérente pour s'engager avec les autorités locales.

Très peu d'autres pays disposent de tels forums de négociation statutaires au niveau local, mais la plupart des organisations de notre secteur se sont engagées avec les autorités dans divers types de négociations *ad hoc*, avec différents degrés de succès.

Dans la plupart des pays, les négociations se déroulent malgré la pandémie, à quelques exceptions près. Les objectifs de ces négociations sont de construire des marchés, d'améliorer les conditions de travail, de fournir des postes de travail dans les espaces publics, de mettre en œuvre de protocoles et d'installations de biosécurité, de distribuer de la nourriture à tous les travailleurs et des subventions d'urgence. En outre, des mesures ont été prises pour cesser d'augmenter ou les taxes et de faire payer les espaces publics et les marchés pendant la pandémie, et ne pas faire payer les entreprises d'énergie et d'autres services de base.

Grâce au soutien de StreetNet pendant la pandémie, dans certains pays, les affiliés ont développé des plans de relance économique en utilisant des ressources publiques sous forme de fonds communs de placement et ont plaidé pour leur participation aux plans de relance économique pour protéger le secteur informel des fermetures d'entreprises dues à l'impact du virus Covid. Ils ont également lutté contre les violences policières dans les espaces publics, le harcèlement et l'expulsion des lieux de travail, en particulier pendant la pandémie de Covid-19.

À cette fin, elles ont interagi avec les municipalités, le ministère du travail, la centrale syndicale nationale, l'institut national des femmes, les conseils municipaux, les membres du corps législatif, les autorités chargées de la collecte des impôts, les vice-présidents des conférences nationales, les conseillers, les partis politiques et d'autres vendeurs. Certaines organisations ont consulté la police.

Les affiliés régionaux de StreetNet d'Afrique du Sud et d'Afrique de l'Est ont bénéficié d'une série de formations en ligne sur les techniques de négociation, animées par Pat Horn, conseillère principale de StreetNet.

Les affiliés de StreetNet sont toujours encouragés à inviter d'autres organisations travaillant dans le secteur des vendeurs de rue, ou dans d'autres secteurs de l'économie informelle, afin de développer une stratégie commune et de renforcer l'unité et la solidarité. L'objectif est de former une équipe de négociateurs qui peuvent approcher les autorités en tant que front uni, ce qui est plus efficace pour obtenir des résultats qu'une équipe fragmentée qui ne représente pas toutes les organisations du secteur concerné.

Et même si StreetNet n'offre pas de formation aux techniques de négociation à tous les affiliés, certains d'entre eux ont réussi à faire pression sur les autorités municipales et nationales grâce à de bonnes stratégies. FETTEI-CI, un affilié en Côte d'Ivoire, mène un dialogue avec le gouvernement sur la protection sociale et la couverture médicale universelle pour les travailleurs de l'économie formelle.

Pour plus d'informations sur l'engagement auprès des pouvoirs publics, veuillez voir les rapports des affiliés.

2. La protection sociale et son extension aux travailleurs de l'économie informelle

StreetNet a définitivement intensifié son travail en matière de protection sociale et ses affiliés sont devenus visiblement plus actifs dans le domaine de la protection sociale et de son extension aux travailleurs de l'économie informelle.

Le travail de StreetNet sur cet aspect particulier et très important a été renforcé avec l'adoption de la résolution sur l'extension de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle lors du dernier congrès de StreetNet en avril 2019. Cela engage StreetNet et tous ses affiliés à faire évoluer les stratégies sur l'extension de la protection sociale, qui peuvent être soutenues par la Recommandation 202 de l'OIT sur les socles de protection sociale et être utilisées plus activement et plus efficacement lors des campagnes nationales et des travaux de plaidoyer sur l'extension de la protection sociale à tous les travailleurs.

Comme l'ont montré de nombreux documents de recherche, dans la plupart des pays développés, les gouvernements ont mis en place des systèmes de protection sociale, de sécurité sociale et de filet de sécurité sociale depuis le XXe siècle.

Ces systèmes fournissent généralement une réponse à l'insatisfaction croissante des travailleurs qui ont été touchés par la crise de cette période, ce qui signifie qu'ils ne sont pas totalement réactifs et adaptés aux réalités actuelles, en particulier depuis le début de la mondialisation.

En 1948, la sécurité sociale a été reconnue comme un droit humain fondamental par la Déclaration des Nations Unies sur les droits de l'Homme (DUDH). Depuis lors, le concept de sécurité sociale a évolué et s'est étendu à un droit plus large à la protection sociale.

Bien que la plupart des pays aient déjà mis en place des programmes de protection sociale, ceux-ci sont limités et étroits, ne couvrant généralement qu'un certain segment de la société et n'offrant qu'un type de protection limité.

En particulier, lorsque la pandémie a frappé le monde, de nombreux pays ont commencé à pratiquer et à obtenir une certaine protection sociale par des moyens informels, en s'appuyant sur les familles, les communautés ou d'autres structures informelles pour les soutenir pendant les périodes difficiles. Toutefois, même ces structures mutualistes et centrées sur les travailleurs ne pouvaient apporter qu'un soutien direct aux membres, et n'étaient pas vraiment conçues pour une crise aussi longue que celle que nous vivons depuis 2020. Il est peut-être nécessaire de repenser les approches visant à mettre en place des dispositifs de protection sociale plus

stratégiques ainsi que des soins de santé pour tous, y compris les travailleurs de l'économie informelle.

Les affiliés de différents pays et continents ont mis au point différents moyens de fournir au moins une certaine protection sociale de base à leurs membres. Par exemple, ils ont créé leurs propres structures d'entraide axées sur les membres, ont fait pression sur les gouvernements nationaux de manière plus directe, ou ont utilisé un mélange de ces deux méthodes pour contourner le problème.

FES (Friedrich Ebert Stiftung) - Zambie a mis en œuvre son projet sur une protection sociale basée sur les droits dans plusieurs pays d'Afrique, qui a impliqué des affiliés de StreetNet d'environ 5 pays. Annie Diouf, trésorière de StreetNet et représentante de son organisation, le CNTS, a également participé activement à ce projet et a même été nommée par StreetNet pour être membre du comité de pilotage de ce projet.

Le projet FES-Zambie a stimulé le travail des affiliés dans le domaine de la protection sociale et a donné plus d'idées aux affiliés de développer leur stratégie sur la promotion de l'extension de la protection sociale à tous les travailleurs dans leur propre pays.

En effet, les affiliés de StreetNet ont commencé à se concentrer très fortement sur les activités de plaidoyer et de renforcement des capacités sur la protection sociale et son extension aux travailleurs de l'économie informelle.

En 2015, les Nations Unies ont approuvé un ensemble d'objectifs de développement durable (les ODD), qui incluent la mise en œuvre de systèmes de protection sociale comme l'un des objectifs à atteindre d'ici 2030. Cependant, il est vital pour les affiliés de StreetNet de développer leur propre compréhension de la protection sociale sur la base de leurs expériences, luttes, réalités actuelles et lacunes. Il est crucial de développer et d'articuler des demandes et de participer directement au processus de prise de décision sur les questions qui les concernent.

Par exemple, en collaboration avec WIEGO, nous avons développé et mis en œuvre un nouveau projet sur la sécurité sociale pour les travailleurs de l'économie informelle en Afrique subsaharienne, avec un financement de la Fondation pour la société ouverte (Open Society Foundation). Il s'agissait d'un projet de deux ans (prolongé jusqu'en 2022 en raison de la pandémie), qui visait à étendre le travail de StreetNet dans ce domaine et à permettre à un plus grand nombre d'affiliés de renforcer leurs connaissances et leurs capacités afin de promouvoir la protection sociale pour tous. Le projet visait également à sensibiliser les organisations de travailleurs de l'économie informelle à la protection sociale et aux régimes possibles, et à partager les bonnes pratiques, les pratiques et les expériences en vue de les améliorer et de les reproduire dans d'autres pays.

En outre, en collaboration avec l'équipe de protection sociale de WIEGO, dirigée par Laura Alpers, nous avons développé un excellent cours de formation pour les affiliés anglophones en Afrique. Ce cours de plaidoyer sur la protection sociale s'est déroulé d'avril à mai 2022, à raison d'une session de deux heures par semaine pendant six

semaines. Une septième session a été ajoutée pour recevoir les commentaires des organisations participantes sur le document de stratégie.

Les sessions ont été animées par Laura Alferts (WIEGO) et Nash Tysmans (StreetNet).

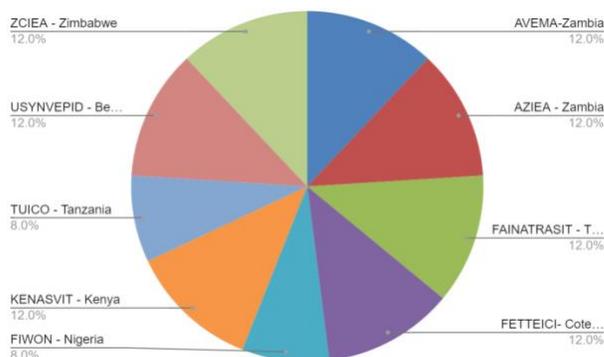
Les objectifs du cours étaient les suivants :

- Renforcer les capacités des participants en matière d'interventions de protection sociale ;
- Explorer les difficultés rencontrées par les travailleurs de l'économie informelle pour obtenir une protection sociale ;
- Intégrer dans les discussions sur la protection sociale une perspective qui tienne compte des différentes expériences et possibilités pour les femmes et les jeunes travailleurs ;
- Développer des stratégies de protection sociale pour les travailleurs de l'économie informelle.

Le cours a été initialement développé en six sessions et a été préparé pour permettre aux participants d'entreprendre un éventail assez large d'activités entre les sessions de contact, et il a été convenu d'utiliser une interface virtuelle simple entre l'apprenant et l'animateur.

Le cours comprenait des parties théoriques et pratiques, qui ont aidé les participants à mieux comprendre le concept global de la protection sociale, y compris l'approche du cycle de vie de la protection sociale. Il les a également aidés à élaborer des stratégies de protection sociale dans le contexte de leur propre pays et à analyser la manière dont elle fonctionne (ou ne fonctionne pas) dans leur pays.

Les allocations de communication pour permettre aux affiliés de participer à des cours de formation en matière de protection sociale



Dans son ensemble, le cours pilote a révélé de nombreux autres défis et préoccupations rencontrés par les membres et leur a permis de faire avancer le processus de formation, en tenant compte non seulement du public cible principal, mais aussi d'autres détails très importants, en particulier s'il s'agit d'un processus de formation en ligne.

L'un des principaux résultats du cours a été l'élaboration de projets de plans stratégiques sur la protection sociale par les affiliés qui ont suivi le cours.

Un cours similaire a été organisé pour les affiliés francophones de StreetNet, ce qui a permis à StreetNet de mieux comprendre le niveau de compétences et de

connaissances des affiliés sur les questions de la protection sociale et la manière dont il fallait aller de l'avant.

Afin de construire et de maintenir la cohérence, d'autres travaux sur la protection sociale seront développés dans le cadre du même projet, et le prochain grand événement international aura lieu au Nigéria en juin 2023, avec la participation de la CSI-Afrique et de ses organisations membres.

La plupart des affiliés de StreetNet ont réalisé des progrès significatifs en matière de traitement et de plaidoyer en faveur de l'extension de la protection sociale. Ces progrès sont visibles et définitifs. Il ne fait aucun doute que nous devons continuer à investir dans la protection sociale.

En novembre 2019, lors de son Congrès, la CSI-Afrique a organisé un événement parallèle sur la protection sociale et son extension à tous les travailleurs, auquel a participé Annie Diouf en tant que déléguée de StreetNet à la fois au Congrès et à l'événement parallèle.

L'OIT a commencé à se concentrer sur les questions de protection sociale et a notamment organisé une Semaine mondiale de la protection sociale à l'intention des partenaires sociaux, à laquelle ont participé un certain nombre d'OSC, d'universitaires et d'instituts de recherche, en plus des mandants tripartites de l'OIT. J'ai eu la chance de participer à cette semaine mondiale à l'invitation de notre partenaire OXFAM Belgique.

StreetNet a pris une part active (virtuelle) et a fait son intervention avec d'autres délégués des réseaux et de WIEGO lors de la 109^e session de la Conférence de l'OIT en 2021, à savoir pour articuler nos préoccupations et nos « demandes » lors de la discussion récurrente sur l'objectif stratégique de protection sociale (sécurité sociale), dans le cadre du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable.

3. Le Nouveau programme pour les villes et le Droit à la ville

Depuis 2017, lorsque le Nouveau programme pour les villes (ou le Nouvel agenda urbain - NUA) a été discuté en détail lors de la formation des leaders, la plupart de nos affiliés ne semblent toujours pas avoir une bonne compréhension du NUA ou de la manière dont il peut être utilisé pour leurs revendications pour des villes plus inclusives. Cependant, l'un de nos affiliés, FIWON au Nigeria, a mené une campagne très active autour des questions du Nouveau programme pour les villes, en particulier les campagnes anti-expulsion.

En novembre 2019, StreetNet a demandé à la conseillère principale, Pat Horn, de participer au congrès de CGLU qui s'est tenu à Durban et où Pat Horn a eu l'occasion de faire une petite intervention. Cette intervention a été accueillie positivement et a eu une certaine incidence sur l'ouverture de la porte à plus d'opportunités pour StreetNet de commencer à développer une bonne stratégie sur la question des villes inclusives et du NUA. CGLU est un partenaire très important de Cities Alliance, et pour la première

fois dans ce Congrès, ils ont réussi à introduire la participation ouverte de la société civile et d'autres personnes extérieures, par le biais de ce qui a été appelé le « Town Hall Track » qu'ils ont utilisé pour promouvoir un accent sur l'informalité, à la fois l'informalité résidentielle (c'est-à-dire les bidonvilles) et l'informalité économique (c'est-à-dire les travailleurs de l'économie informelle), ce qui n'était pas le cas des Congrès précédents de CGLU.

StreetNet doit et essaie d'établir des relations de travail avec CGLU, car nous devons travailler avec les gouvernements locaux dans le cadre de nos programmes, et il sera très stratégique d'inclure CGLU en tant que partenaire des gouvernements locaux.

StreetNet fait partie de la Plateforme Mondiale pour le Droit à la ville (GP2RC) représentée jusqu'à présent principalement par les membres de l'équipe StreetNet dans différents groupes thématiques de la plateforme, dont l'objectif a été de discuter d'un cadre de coopération possible avec différentes organisations, y compris les organisations de la société civile, afin de développer des stratégies et des actions communes visant à amplifier notre voix dans le plaidoyer en faveur du droit à la ville pour tous.

Les principales activités de StreetNet portent sur les questions du Nouveau programme pour les villes et du droit à la ville. Jusqu'à présent, StreetNet a fait la promotion de ces questions, des préoccupations et des demandes des vendeurs de rue par l'intermédiaire de ses médias et a participé à la campagne mondiale virtuelle sur le droit à la ville en collaboration avec la plateforme GP2RC.

Bien que la pandémie de Covid-19 ait forcé le report des activités prévues sur la question du Nouveau programme pour les villes (NUA) et du Droit à la ville avec nos affiliés, plusieurs webinaires sur la question ont été organisés par Pilar Balbuena (responsable des questions portant le NUA) pour plusieurs affiliés de StreetNet des 3 régions.

Nous espérons reprendre nos activités sur l'élaboration de politiques urbaines et mettre en œuvre nos webinaires de renforcement des capacités sur une meilleure compréhension du rôle et de l'importance des instruments internationaux, tels que le NUA et les objectifs du développement durable (ODD) et sur la manière de formuler les demandes des affiliés portant une gestion des villes plus participative qui valorise les vendeurs de rue et les vendeurs informels en tant que partie prenante du développement urbain durable. Plusieurs échanges ont eu lieu entre notre équipe opérationnelle et le Directeur du Programme urbain de WIEGO.

En avril 2022, StreetNet International, Cities Alliance et WIEGO (équipe du programme urbain) se sont réunis pour réfléchir à la manière de mettre en lumière les histoires des travailleuses ukrainiennes, y compris les travailleuses indépendantes, les représentantes d'organisations féministes opérant en Ukraine et les femmes soutenant les Ukrainiens déplacés dans des centres d'accueil pour réfugiés à l'étranger. Entre juillet et septembre

2022, 18 femmes directement touchées par la guerre actuelle en Ukraine ont été interrogées afin de déterminer comment la guerre affecte les femmes, leurs revenus et leur bien-être. Cette publication souligne l'importance de placer le point de vue des femmes au cœur de la reconstruction des villes ukrainiennes. En effet, malgré leur engagement actif, les femmes restent largement absentes des processus décisionnels formels liés à la consolidation de la paix et à la reconstruction. Par conséquent, les politiques et les pratiques ne tiennent pas suffisamment compte des priorités des besoins des femmes. La participation et les perspectives des femmes sont essentielles pour la reconstruction des villes ukrainiennes.

La publication contient également des recommandations pour les gouvernements locaux visant à amplifier la voix des femmes dans le processus de reconstruction. L'Affilié de StreetNet - Syndicat Libre des Entrepreneurs d'Ukraine (FTUEU), s'est fortement impliqué dans le projet. Cities Alliance a par ailleurs organisé une réunion de haut niveau avec les hauts fonctionnaires de l'UE pour discuter des résultats du projet et de ce qui peut être fait pour soutenir les affiliés de StreetNet en Ukraine. La réunion a eu lieu en février 2023 et Kateryna Yarmolyuck-Kroek, organisatrice régionale de StreetNet, y a assisté et représenté StreetNet. La prochaine réunion de suivi de projet est prévue pour mai 2023.

4. Régimes commerciaux simplifiés et commerce transfrontalier informel

Dans le cadre du processus de mise en œuvre des objectifs stratégiques, StreetNet International a développé et organisé une série de webinaires entre mars et juin 2021 pour discuter en profondeur du sujet du commerce transfrontalier informel, pour permettre aux affiliés de plaider et de négocier pour les droits des vendeurs transfrontaliers informels. Le projet a été réalisé avec tous ses affiliés en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, en coopération avec les partenaires de StreetNet, notamment SACBTA (Association sud-africaine du commerce transfrontalier), un partenaire expérimenté dans les questions du commerce transfrontalier informel, CSI-Afrique (Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale), OTUWA (Organisation des Syndicats d'Afrique de l'Ouest) et ATUMNET (Réseau syndical africain des Migrations), et financé par la Fondation pour la société ouverte (Open Society Foundation).

L'objectif de ces webinaires était de permettre aux affiliés d'explorer les questions liées au commerce transfrontalier et d'identifier les questions transfrontalières et transnationales communes aux syndicats et associations de différents pays, ainsi que leurs particularités et différences. Après la série de webinaires, les affiliés de StreetNet partageant une frontière commune ont travaillé ensemble pour mettre les connaissances en pratique et défendre les droits des vendeurs transfrontaliers informels.

Le projet a été très efficace, de nombreux affiliés ayant réussi à établir un dialogue et à renforcer les relations avec les autorités. Certains affiliés ont également augmenté le nombre de membres de leur organisation et renforcé les relations et la cohésion avec

d'autres affiliés de StreetNet. La question du commerce transfrontalier a été couverte par certains médias nationaux, attirant l'attention des gens sur ce mode de vie essentiel. Joel Odigie (secrétaire général adjoint de la CSI-Afrique) a proposé de se joindre à d'autres pour relier les affiliés de SNI aux centres nationaux de la CSI-Afrique dans toute l'Afrique. Ils continueront à aider les travailleurs de l'économie informelle à interagir efficacement avec les fonctionnaires et les agences gouvernementales transfrontalières. Ils ont également proposé que les affiliés de SNI utilisent la plate-forme de la CSI pour soumettre les problèmes de leurs affiliés directement aux gouvernements au-delà des frontières; la CSI révisé actuellement l'Accord mondial et encourage SNI à s'impliquer dans ce processus.

John Odah (OTUWA) a remercié SNI pour l'organisation des cinq séminaires en ligne et s'est engagé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer la coordination avec les organisations partenaires dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

85 % des affiliés qui ont suivi le webinaire ont élaboré une liste de demandes de plaidoyer, notamment en ce qui concerne les vendeurs transfrontaliers informels et la protection de leurs droits et de leurs moyens de subsistance, en particulier lors du franchissement des frontières.

La résolution 34 de StreetNet sur le commerce transfrontalier informel constitue une référence importante et une base de discussion sur les vendeurs transfrontaliers informels. Elle fournit des lignes directrices aux affiliés de StreetNet dans leurs efforts en la matière.

13 affiliés ont identifié une ou plusieurs frontières communes avec d'autres pays où se trouvent des vendeurs transfrontaliers informels. Ce travail a été entièrement réalisé par les affiliés eux-mêmes après quelques conseils fournis dans le cadre d'une communication continue avec l'équipe du bureau de StreetNet.

19 affiliés de StreetNet ont mené 9 activités conjointes avec leurs homologues sur la même frontière commune, impliquant les autorités douanières, les services de police et d'autres fonctionnaires des deux pays. Une réunion de négociation a eu lieu entre trois affiliés (Burundi + RDC + Rwanda).

Les 19 affiliés ont fait preuve d'un grand engagement dans la défense des vendeurs transfrontaliers informels et ont réussi à entamer un dialogue avec des représentants officiels du gouvernement et à obtenir de certains d'entre eux un engagement à poursuivre la collaboration et le dialogue.

Le service médias de StreetNet a développé une série de publications sur les activités de tous les affiliés de StreetNet impliqués dans le projet et a préparé les rapports sur le commerce transfrontalier informel.

Le matériel pédagogique a été développé par l'équipe de StreetNet sous forme d'une trousse à outils pour renforcer les capacités d'autres affiliés avec l'intention de reproduire un cours éducatif similaire pour les affiliés dans d'autres régions.

Une série de vidéos multimédias a été créée pour faire connaître StreetNet et son projet sur le commerce transfrontalier informel dans la région de l’Afrique de l’Ouest et de l’Afrique centrale.

Sur la base des travaux antérieurs concernant l’engagement avec les fonctionnaires des douanes aux frontières bilatérales **en 2021, 5 activités de suivi ont été menées par 8 affiliés entre mai et décembre 2022** afin de contrôler la mise en œuvre des engagements convenus lors du premier forum de négociation

En raison de l’intérêt croissant pour cette question, cette expérience sera reproduite dans d’autres régions.

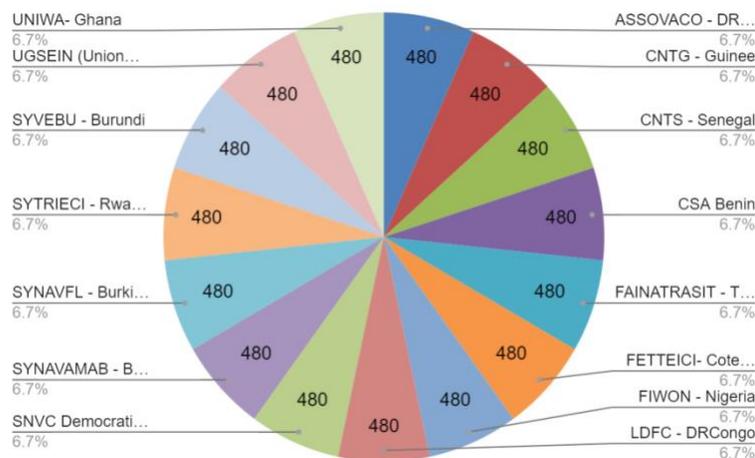
Comme il a été révélé, de nombreux affiliés ne disposent pas de données relatives au nombre de leurs membres exerçant une activité de vente transfrontalière. Grâce au projet, la collecte de données spéciales a été initiée par le bureau de StreetNet, et les organisations ont aussi démarré ce processus de collecte et de conservation des informations spéciales sur leurs membres, ainsi que sur le type de biens vendus. Cela aidera à identifier l’origine de ces biens et produits, vendus à l’intérieur ou à l’extérieur de leurs pays concernés.

En raison des contraintes budgétaires et de la fin du projet, tous les affiliés n’ont pas eu la possibilité d’organiser les activités de suivi.

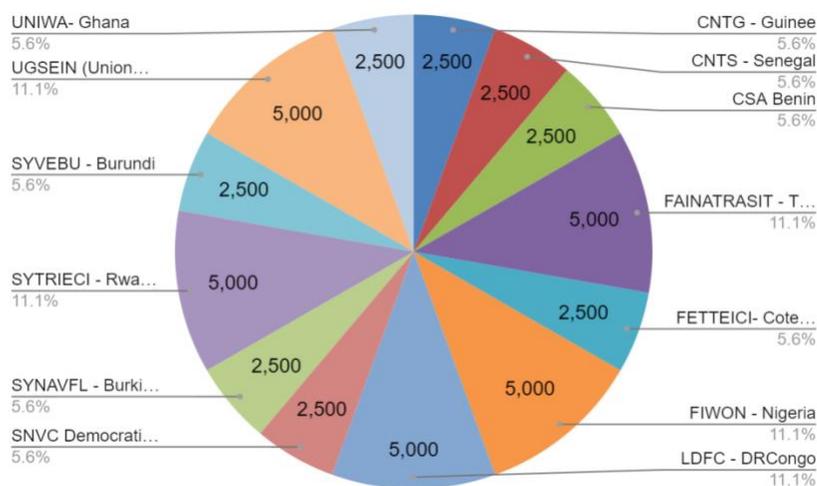
Ceux qui étaient les plus avancés dans le premier cycle d’activités ont saisi l’occasion d’organiser le deuxième cycle d’activités de suivi, qui ont été partiellement et non pas entièrement couronnés de succès. Un rapport détaillé et d’autres supports visuels sont disponibles dans la section spéciale :

<https://streetnet.org.za/informal-cross-border-trade/>

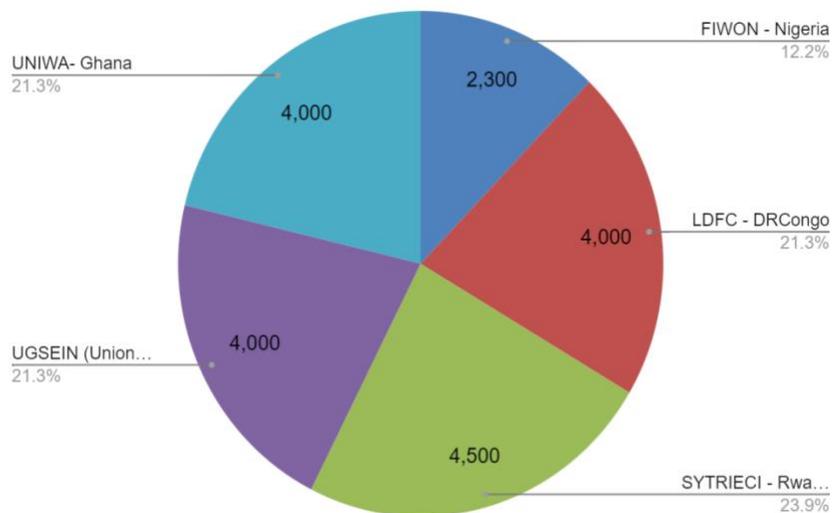
Supports de communication pour les affiliés développés dans le cadre du projet sur le commerce transfrontalier informel



Premier cycle d'activités du projet sur le commerce transfrontalier informel



Deuxième cycle d'activités du projet sur le commerce transfrontalier informel



Impact INTERNATIONAL et RÉGIONAL

Partenariats et mise en réseau : la vocation internationale de StreetNet est un facteur important pour l'OIT (*Organisation internationale du travail*) et au mouvement syndical international - CSI (*Confédération syndicale internationale*) et ses structures régionales

en Afrique, dans les Amériques (TUCA-CSA) et en Europe de l'Est, la FSM (*Fédération syndicale mondiale*) ainsi que l'OUSA (*Organisation de l'Unité syndicale africaine*). Nous entretenons de bonnes relations avec de nombreuses centrales syndicales nationales et de nombreuses fédérations syndicales internationales au niveau international et régional, telles qu'UNI, PSI, ITF, IUF, BWI et IndustriALL. Nous poursuivons nos relations avec des partenariats de solidarité avec des organismes sous-régionaux tels que SACBTA (comme indiqué ci-dessus), SATUCC (*Conseil de coordination des syndicats africains*), EATUC (*Confédération syndicale de l'Afrique de l'Est*), OTUWA (*Organisation des syndicats de l'Afrique de l'Ouest*), Red SEICAP (*Réseau des syndicats de l'économie informelle d'Amérique centrale et du Panama*) et dans la région de l'ANASE grâce au travail que nous avons effectué au Cambodge, au Vietnam et au Laos dans le cadre de notre programme avec Oxfam.

Conférence internationale du Travail : StreetNet International a participé à la 108^e, 109^e et 110^e sessions de l'OIT en 2019, 2021 et 2022 respectivement. La Conférence internationale du Travail (CIT) s'est tenue en juin 2019 et les participants de StreetNet ont assisté au travail du Comité tripartite sur la violence et le harcèlement à l'égard des femmes et des hommes dans le monde du travail, qui a discuté du document normatif - Convention complétée par la Recommandation sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail.

Sur la base des résultats de la Commission parallèle du Congrès de StreetNet sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, le Bureau de StreetNet a élaboré un document de position contenant les amendements proposés à inclure dans le texte de la prochaine Convention et/ou Recommandation. Le processus préparatoire s'est déroulé en bonne collaboration avec le personnel de WIEGO, de sorte que nous avons représenté conjointement les travailleurs des différents secteurs de l'économie informelle, comme d'habitude.

Grâce au travail des affiliés et des délégations de StreetNet au niveau national lors de la conférence de l'OIT elle-même, les délégations ont activement fait pression et travaillé en réseau avec les travailleurs et les représentants du gouvernement dans le but de les persuader de soutenir des amendements plus inclusifs et plus favorables à l'économie informelle. Il convient de noter que nous avons été en mesure d'ajouter certains des amendements très importants proposés au texte de la Convention 190 et de la Recommandation 206 de l'OIT. Nous pouvons être fiers de l'impact réel et des résultats de la Conférence du travail et continuer à renforcer tous nos affiliés dans leur capacité à influencer les politiques et les processus de prise de décision dans leurs pays.

StreetNet s'engage à renforcer les capacités et la sensibilisation de ses membres sur les rôles et responsabilités spécifiques des représentants d'organisations aux conférences de l'OIT, le principal forum international tripartite pour le dialogue social et une excellente plateforme de réseautage et de défense des droits et des intérêts des travailleurs. En tant que plate-forme, les conférences de l'OIT donnent plus de pouvoir à nos représentants et aux organisations en général. Elles ouvrent la porte aux gouvernements et permettent d'établir un dialogue qui peut être suivi au niveau

national. Nous devons assurer une meilleure préparation et une meilleure présence dans ces formes de travail.

Recommandation 204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle :

L'équipe d'organisation de StreetNet continuera à travailler pour s'assurer que les organisations membres de StreetNet fassent des demandes au gouvernement (local et national) en accord avec les dispositions de la R204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

La mise en œuvre de la Recommandation 204 de l'OIT est l'un des objectifs stratégiques de StreetNet qui englobe également d'autres sous-objectifs, tels que la reconnaissance et la protection juridique, la fiscalité et l'administration, l'économie sociale et solidaire.

Certains affiliés éprouvent des difficultés à situer les questions et demandes quotidiennes dans le contexte de la R204. Toutefois, il a également été observé que de nombreux affiliés sont déjà actifs à cet égard, mais ne les ont pas liés aux dispositions de la R204 de l'OIT en raison de la complexité du langage.

StreetNet a développé une brochure sur les principaux aspects de la R204 à utiliser par les organisations de vendeurs de rue dans leur travail de plaidoyer et de campagne, qui est également écrite dans un langage très simple pour être compris par n'importe quel un membre du personnel ou de la base du syndicat.

Convention 190 et Recommandation 206 de l'OIT

Malheureusement, pour la plupart des vendeurs informels, le harcèlement quotidien et toutes les formes de violence, l'intimidation policière et l'emprisonnement sont réels et l'ont toujours été.

La violence et le harcèlement à l'égard des femmes et des filles augmentent dans le monde entier.

Il existe un certain nombre de campagnes syndicales nationales sur la ratification de la Convention 190 de l'OIT sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail, qui utilisent efficacement nos outils internationaux spécifiques. La campagne de ratification de la C190 de l'OIT est une excellente stratégie pour joindre les efforts des mouvements syndicaux et renforcer ou amplifier la voix des travailleurs de l'économie informelle au sein des mouvements syndicaux.

Malheureusement, à ce jour, seuls 20 pays ont formellement ratifié la Convention 190 de l'OIT. Nous devons prendre en considération cette convention, en particulier dans le contexte de l'absence d'instruments juridiques destinés à protéger nos mandants au niveau national.

Seuls quelques affiliés ont mené des activités liées la C190 de l'OIT, mais ce n'est pas suffisant.

La xénophobie et le racisme nécessitent également plus d'attention, y compris dans notre secteur, surtout, lorsqu'il s'agit de nos membres et des autres vendeurs de rue migrants. La Résolution 4 de StreetNet stipule clairement qu'en tant qu'organisation internationale, nous sommes **« engagés à nous opposer à la xénophobie et à**

décourager les organisations membres d'adopter des politiques ou des pratiques xénophobes à l'égard des ressortissants étrangers ».

L'économie sociale et solidaire (ESS) et la Recommandation 193 sur la promotion des coopératives

La Résolution19 de StreetNet (sur l'économie sociale et solidaire) se concentre sur l'importance et le rôle des différentes formes d'ESS, en particulier pour les travailleurs de l'économie informelle. Il s'agit d'un sujet important qui a reçu une plus grande attention et qui est un domaine d'intérêt pour StreetNet, ayant été ravivé comme l'un des points de discussion lors de la Conférence de l'OIT en juin 2022.

Les coopératives et autres formes d'ESS peuvent permettre aux travailleurs engagés dans l'emploi informel d'accéder à un emploi formel. Notre rôle est de continuer à promouvoir le modèle de l'ESS en tant qu'une « approche alternative de l'entreprise » dont l'objectif principal n'est pas seulement le gain financier, mais aussi le bénéfice social pour les membres et la communauté au sens large.

Cependant, il est essentiel de mettre en place et de préserver les valeurs et les principes de l'ESS qui sont étroitement liés au travail décent et à l'inclusion sociale et peuvent contribuer au développement d'une société équilibrée et stable ainsi qu'à la démocratie.

Il convient d'être prudent avec les principes de base et les objectifs initiaux lors de la création de différentes unités de l'ESS, car il existe toujours un risque subtil que l'objectif initial se modifie progressivement au cours du développement d'une unité de l'ESS.

StreetNet a eu plusieurs réunions virtuelles avec Simel Esim, directeur de l'unité coopérative de l'OIT, et a participé à une réunion d'équipe interne pour réfléchir à notre propre cheminement en ce qui concerne les unités ESS. Elle s'est concentrée sur le rôle des coopératives pour les travailleurs intérimaires et sur la manière dont elles peuvent faciliter le processus de formalisation.

La R193 de l'OIT reconnaît que les coopératives opèrent dans tous les secteurs de l'économie et indique clairement que la recommandation s'applique à tous les types et à toutes les formes de coopératives. La R204 de l'OIT mentionne explicitement les coopératives et les unités d'économie sociale et solidaire dans le champ d'application de la recommandation.

Les conclusions de la conférence de l'OIT sur l'ESS et le travail décent devraient donc être mises à profit dans le travail de plaidoyer à différents niveaux.

StreetNet a entamé des discussions avec la Fédération des coopératives SEWA pour développer un cours commun sur l'ESS avec un accent sur le développement des coopératives prévu pour 2023-2024.

Visites de terrain et participation aux événements internationaux

Malgré le fait que pendant la pandémie de Covid-19, nous avons arrêté tout voyage international à partir de mars 2020 et jusqu'en septembre 2021, nous avons réussi à

reprendre progressivement nos visites de terrain et notre présence physique aux événements internationaux et régionaux :

1. Lorraine Sibanda – Suisse (juin 2019), participation à la 108^e session de la CIT ;
2. Vorn Pao – Suisse (juin 2019), participation à la 108^e session de la CIT ;
3. Oksana Abboud – Suisse (juin 2019), participation à la 108^e session de la CIT ;
4. Maira Vannuchi – République dominicaine (août 2019), atelier sur les techniques de négociation et visite de terrain ;
5. Maira Vannuchi – Cuba (*août 2019*), visite de terrain ;
6. Oksana – Moldavie (août 2019), visite de terrain ;
7. Jane – Togo (septembre 2019), atelier sur la protection sociale et visite de terrain ;
8. Maira – Guatemala (*septembre 2019*), atelier sur les techniques de négociation et visite de terrain ;
9. Oksana – Vietnam (*septembre/octobre 2019*), ateliers de la Confédération générale du travail du Viêt Nam (VGCL) ;
10. Oksana – Brésil (*octobre 2019*), participation au Congrès CUT-Brésil ;
11. Oksana – Suisse (novembre 2019), participation à la Conférence de l’OIT sur la protection sociale ;
12. Maira – Afrique du Sud (décembre 2019), participation à la Conférence générale de de Fédération internationale des travailleurs de l’éducation (IFWEA) ;
13. Oksana – Kenya (*décembre 2019*), séminaire de clôture avec l’OSF ;
14. Oksana – Laos (décembre 2019), atelier des partenaires régionaux d’OXFAM ;
15. Oksana – Afrique du Sud (février 2020), visite des locaux à Durban ;
16. Oksana Abboud – États-Unis (septembre 2021), visite de terrain et mise en réseau ;
17. Pilar Balbuena – États-Unis (septembre 2021), visite de terrain et mise en réseau ;
18. Oksana Abboud – Barcelone, Espagne (octobre 2021), visite de terrain ;
19. Margarida Teixeira – Barcelone, Espagne (octobre 2021), visite de terrain ;
20. Maira Vannuchi – Cuba (avril 2022), participation à un cours exploratoire sur le mouvement ouvrier ;
21. Lorraine Sibanda – Cuba (avril 2022), participation à un cours exploratoire sur le mouvement ouvrier ;
22. Jane Masta, Evelyn Benjamin-Sampson, Annelene Shahbaz, Margarida Teixeira – Tanzanie (mai 2022), réunion régionale des affiliés d’Afrique du Sud et d’Afrique de l’Est ;
23. Evelyn Benjamin-Sampson, Irene Doda, Lorraine Sibanda – Sénégal (mai 2022), réunion régionale des affiliés d’Afrique de l’Ouest et d’Afrique centrale ;
24. Maira Vannuchi, Pilar Balbuena, Annelene Shahbaz – Brésil (mai 2022), réunion régionale des affiliés des Amériques ;
25. Jane Masta, Margarida Teixeira – Namibie, Botswana (juin 2022), visites de terrain ;
26. Kateryna Yarmolyuk-Kroek – Moldavie, Azerbaïdjan (juillet 2022), visites de terrain ;
27. Lorraine Sibanda – Népal (juillet 2022), participation au congrès GEFONT ;
28. Oksana Abboud – Espagne (juillet 2022), participation au comité consultatif du Programme d’organisation et de représentation de WIEGO (WIEGO ORP) ;
29. Lorraine Sibanda – Afrique du Sud (août 2022), visite des locaux de StreetNet et visite de terrain ;
30. Maira Vannuchi, Pilar Balbuena - Colombie (août 2022), visite de terrain et formation de suivi des techniques de négociation ;
31. Maira, Annelene, Margarida, Nash, Evelyn, Pilar, Suvarna, Maya Gurung - Inde (octobre 2022), visite exploratoire ;
32. Alberto Santana, Margarida - Mexique (novembre 2022), participation à l’Assemblée générale de WIEGO ;

33. Maira - Afrique du Sud (décembre 2022), visite du bureau de SNI pour organiser le matériel pédagogique ;
34. Lorraine, Oksana, Jane, Kateryna, Margarida, Irene - Turquie (janvier 2023), participation à l'atelier de collecte des résultats organisé par WIEGO ;
35. Équipe média SNI, Oksana, Nash, Kateryna - France (février 2023), réunion de planification du congrès et visite de terrain à AMELIOR ;
36. Jamalladin Ismayilov, Kateryna - Kazakhstan/Ouzbékistan (mars 2023), visite de terrain pour explorer les capacités d'affiliés potentiels ;
37. Nash Tysmans - Thaïlande (mars 2023), participation à la conférence WIEGO sur la protection sociale.

PARTIE II – Consolidation de l'organisation

Depuis le lancement de StreetNet International à Durban en novembre 2002, six congrès internationaux suivants ont eu lieu :

- Premier congrès international – Séoul, Corée (mars 2004)
- Deuxième congrès international – Atibaia, Brésil (août 2007)
- Troisième congrès international – Cotonou, Bénin (août 2010)
- Quatrième Congrès International – Santiago, Chili (mars 2013)
- Cinquième congrès international – Delhi, Inde (octobre 2016)
- Sixième Congrès international - Issyk-Kul, Kirghizstan (avril 2019)

L'organisation est maintenant reconnue internationalement avec une présence tangible en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est.

Tendance et représentation des membres

Depuis sa création, StreetNet a traversé différentes étapes de hauts et de bas en termes de croissance des adhésions et de développement de StreetNet en général.

Les différentes crises mondiales ont certainement affecté la dynamique de nos affiliés et ils font toujours partie des catégories de travailleurs les plus vulnérables, qui ne sont pas reconnus ni protégés, et souffrent des expulsions et des violences au quotidien.

Toutes ces analyses et préoccupations ont déjà été reflétées dans le Rapport sur les affiliés, mais je voulais mettre l'accent sur d'autres aspects de notre vie institutionnelle.

Tous les affiliés de StreetNet croient en l'unité et au pouvoir collectif, en une seule voix forte et au respect mutuel, à l'autonomisation des femmes et au leadership des jeunes, ce qui motive toute l'équipe de StreetNet, car nous partageons la même croyance, mais, malheureusement, dans certains cas, il y a un manque de respect et un comportement inacceptable de la part des leaders de nos affiliés à l'égard des membres de notre équipe. StreetNet dispose d'un code de conduite institutionnel qui définit l'éthique et le comportement de nos affiliés et des membres de l'équipe opérationnelle.

De telles tensions ne nourrissent aucun environnement de travail sain et ne permettent même pas de rester dans l'organisation qui revendique le respect et interdit la commission de ses actions.

Nous comprenons les ambitions des leaders individuels, mais ces ambitions devraient être saines et permettre la prospérité de l'organisation, sans entraver son fonctionnement et ses politiques.

Nous connaissons beaucoup de turbulences internes au sein de bon nombre de nos affiliés et principalement parmi leurs leaders. Malheureusement, de tels conflits au sein de la direction, en particulier, lorsqu'ils sont fondés sur des différences d'opinions politiques ou d'ambitions personnelles, peuvent entraîner des ruptures et des divisions au sein de l'organisation.

Ces tensions se produisent généralement au sein des mouvements syndicaux et nous avons malheureusement une certaine expérience dans StreetNet. Toutefois, ce n'est certainement pas une stratégie correcte et mature, car nous n'arrivons pas à des postes de direction pour toujours, et nous devons avoir des plans de succession et agir dans l'intérêt de l'organisation, mais pas pour notre profit personnel.

Depuis juillet 2019, avec la participation des organisateurs régionaux, j'ai commencé à communiquer avec les affiliés de StreetNet sur une base individuelle. C'est un bon début pour moi de mieux connaître nos affiliés, et je continuerai certainement cette pratique dans un proche avenir. Jusqu'à présent, j'ai pu observer les tendances antidémocratiques suivantes parmi nos affiliés :

- 1. Les leaders agissant comme seuls porte-parole de leurs organisations ;**
- 2. Contrôle des affiliés par les leaders (hommes et femmes) ;**
- 3. Absence de démocratie interne dans la pratique, notamment en ce qui concerne la conduite régulière des congrès conformément aux statuts (Constitutions) des affiliés ;**
- 4. Nomination de leaders au détriment de processus électoraux démocratiques ;**
- 5. Pratique misogyne où les leaders masculins mettent à l'écart des femmes-leaders indépendantes et fortes sous prétexte qu'elles ne peuvent pas être de « vraies leaders » ou qu'elles n'en ont pas le temps.**

L'autonomisation des femmes et le leadership des jeunes devraient être notre grande priorité. Notre mission est de promouvoir et d'encourager le leadership des femmes et leur présence sur différentes plateformes, leur voix directe et leur participation aux processus décisionnels au sein et en dehors de leurs organisations.

La Constitution de StreetNet est une base très solide pour suivre ce principe et nous nous engageons à continuer à préserver notre volonté de promouvoir une approche inclusive ne laissant derrière aucune catégorie de personnes de notre secteur.

Il est de notre devoir de veiller au respect de la Constitution de StreetNet et de ses critères d'adhésion. Malheureusement, nous n'avons pas d'autre mécanisme sophistiqué de vérification des adhésions dans StreetNet, à l'exception de la collecte des rapports des affiliés où ils déclarent généralement le nombre de leurs membres, parce que notre travail est fondé sur la confiance et la transparence que nous aimerions continuer à mettre en œuvre et à nous appuyer sur le bon sens.

Affiliation et membres (à partir d'avril 2023)

1	AFFE (Asociación de Feriantes de Ferias Especiales)	Alliance de la ville	Montevideo, Uruguay	420 membres
2	AEIMO (Association de l'économie informelle du Mozambique)	Syndicat national	Mozambique	1 9 427 membres
3	AMELIOR (Association des Marchés Écologiques Locales Indépendants et Organisés de la Récupération)	Organisation implantée dans la ville	Paris, France	900 membres
4	ASSOVACO (Association des Vendeurs Ambulants du Congo)	Alliance régionale	Région du Kivu, RD Congo	75 21 membres
5	AVEMA (Association des vendeurs et commerçants en Zambie)	Alliance nationale	Zambie	41 387 membres
6	AZIEA (Alliance des associations zambiennes de l'économie informelle)	Alliance nationale	Zambie	11 961 membres
7	BOISA (Association du secteur informel du Botswana)	Alliance nationale	Botswana	11 690 membres
8	CNTG (Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée)	Centrale syndicale nationale	Guinée, Afrique de l'Ouest	7 981 membres
9	CNTS (Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal)	Centrale syndicale nationale	Sénégal	20 004 membres
10	CTCP -FNT (Confederación de los Trabajadores por su Cuenta Propia)	Syndicat national	Nicaragua	25 000 membres
11	CSA (Confédération des Syndicats Autonomes du Bénin)	Centrale syndicale nationale	Bénin	2 612 membres
12	FAINATRASIT (Faitière Nationale Travailleurs du Secteur Informel du Togo)	Fédération nationale	Togo	25 000 membres
13	FENAVEMER (Federación Nacional de vendedoras/as y trabajadoras/as de los mercados Dominican Republic)	Fédération nationale	République dominicaine	6821 membres
14	FENATSEA (Federación Nacional de Trabajadores del Sector Autónomo)	Fédération nationale	Costa Rica	1136 membres
15	FENSTACHS (Federação Nacional de Sindicatos de Trabalhadores Industria Alimentar, Comercio, Hotelaria, Turismo e Similares)	Fédération nationale	Angola	28 900 membres
16	FENTRAVIG (Federación Nacional Trabajadores y Vendedores Independientes de Guatemala)	Alliance de la ville	Guatemala	5000 membres
17	FEPTIWUL (Fédération des petits commerçants et des syndicats des travailleurs informels du Libéria)	Syndicat national	Libéria	10 500
18	FETTEI-CI (Fédération des Travailleuses et Travailleurs de L'Economie Informelle de Côte d'Ivoire) Côte d'Ivoire	Syndicat national	Côte d'Ivoire	5 200 membres
19	FÊTES (Federación Sindical de Trabajadores	Fédération	Le Salvador	12 950

	Independientes Vendedores de El Salvador)	nationale		membres
20	FIWON (Fédération des organisations de travailleurs informels du Nigeria)	Alliance nationale	Nigeria	25 000 membres
21	FNOTNA (Federación Nacional de Organizaciones de Trabajadores No Asalariados)	Syndicat national	Mexique	25 000 membres
22	FOTSSIEH (Federación de Organizaciones del Sector Social y Informal de la Economía de Honduras)	Alliance nationale	Honduras	2000 membres
23	FTUEU (Syndicat libre des entrepreneurs d'Ukraine)	Syndicat national	Ukraine	20 060 membres
24	FUTRAND (Federación Unica de Trabajadores No Dependientes)	Syndicat national	Venezuela	3 992 membres
25	FUTTEINCO (Federación Unitaria de Trabajadores del Turismo, Economía Informal, Comercio y Afines)	Fédération nationale	République dominicaine	1 760 membres
26	IDEA (Associations pour la Démocratie Indépendante de l'Économie Informelle)	Syndicat national	Cambodge	1998 membres
27	KENASVIT (Alliance nationale kényane des vendeurs de rue et des commerçants informels)	Alliance nationale	Kenya	12 000 membres
28	Khathang Tema Baits'okoli	Organisation nationale	Lesotho	10 109 membres
29	KOSC (Confédération coréenne des vendeurs de rue)	Alliance nationale	Corée du Sud	3000 membres
30	Syndicat des travailleurs du commerce du Kirghizistan	Syndicat national	Kirghizistan	9 980 membres
31	LDFC (Ligue pour le Droit de la Femme Congolaise)	Alliance des 3 provinces	République démocratique du Congo	8 520 membres
32	LAIE (Travail dans l'Économie Informelle)	Syndicat national	Bengladesh	5 250 membres
33	Moldavie Affaires Sind	Syndicat national	Moldavie	1 012 membres
34	MUFIS (Union du Malawi pour le secteur informel)	Syndicat national	Malawi	17 200 membres

35	NEST (Syndicat népalais des vendeurs de rue)	Syndicat national	Népal	6 500 membres
36	NIDAWU (Syndicat namibien des travailleurs domestiques et assimilés)	Syndicat national	Namibie	500 membres
37	SAITA (Alliance sud-africaine des vendeurs informels)	Alliance nationale	Afrique du Sud	39 744 membres
38	SCWU (Syndicat des travailleurs indépendants et commerciaux de Géorgie)	Syndicat national	Géorgie	621 membres
39	SEWA (Association des travailleuses indépendantes)	Syndicat national	Inde	21 000 membres
40	SINTRALOC (Sindicato Nacional de Trabajadores Independientes Ambulantes del Transporte y Anexos)	Syndicat national	Chili	3 758 membres
41	SleTU (Syndicat des vendeurs de Sierra Leone)	Syndicat national	Sierra Leone	30 225 membres
42	SNVC (Syndicat National des Vendeurs du Congo)	Syndicat national	RD Congo	1 200 0 membres
43	Projet de vendeur de rue	Alliance de la ville	New York, États-Unis	28 92 membres
44	SYNAMAVAB -UNSTB	syndicat	Bénin	10 500 membres
45	SYNAVFL (Syndicat National des Vendeurs de Fruits et Légumineuses)	Syndicat national	Burkina Faso	6 410 membres
46	SYTRIECI (Syndicat des Travailleurs Indépendants de l'Economie Informelle)	Syndicat national	Rwanda	6 872 membres
47	SYVEBU (Syndicat des vendeurs de rue du Burundi)	Syndicat national	Burundi	3 600 membres
48	TUICO (Syndicat tanzanien des travailleurs de l'industrie et du commerce)	Syndicat national	Tanzanie	3 700 membres
49	UGSEIN (Union Générale des Syndicats Economie Informelle Niger)	Centrale syndicale nationale	Niger	30 000 membres
50	UGTI -CUT (Unión General de Trabajadores Independientes y de la Economia Informal)	Syndicat national	Colombie	12 000 membres
51	UMAEU (Uganda Markets & Allied Employees Union)	Syndicat national	Ouganda	6 181 membres
52	UNIWA (Syndicat National des Travailleurs de l'Economie Informelle)	Syndicat national	Ghana	30 000 membres
53	UNICAB (União d Trabalhadores Ambulantes, Feriantes e Camelôs do Brasil)	Alliance nationale	Brésil	7000 membres
54	USYNVEPID -CSPIB	Syndicat	Bénin	2800 membres
55	Vmeste (Syndicat biélorusse "Vmeste")	Syndicat national	Biélorussie	870 membres
56	Xhidmat-ISH	Syndicat national	Azerbaïdjan	5 300 membres
57	ZCIEA (Chambre zimbabwéenne des associations de l'économie informelle)	Alliance nationale	Zimbabwe	22 500 membres

Nombre total de membres : 656 264

Augmentation du nombre de membres

L'adhésion à StreetNet était toujours en croissance et en baisse, cependant nous augmentons progressivement le nombre de nos membres.

Une grande perte de membres peut être observée pendant la pandémie de Covid, c'est pourquoi plus d'efforts et de concentration doivent être mis sur les activités d'organisation et de recrutement :

	2016	2018	2019	2020	2021	2022
TOTAL de membres	612 999	490 453	559 802	727 669	664 244	656 264
Amériques	133 782	68 039	81 260	82 599	9 2 5 7 5	109 729
Asie	114 713	113 813	114 176	114 176	34 0 44	37 748
Afrique du Sud et Afrique de l'Est	131 114	140 323	158 386	317 086	2 30 550	225 299
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	179 007	113 996	167 299	176 784	271 092	244 745
Europe et Asie centrale	44 383	53 382	37 342	37 024	3 5 983	38 743

Depuis le dernier Congrès, StreetNet a accepté 5 nouvelles organisations affiliées avec lesquelles nous avons eu une communication précieuse.

Extension de StreetNet :

Au cours des dernières années, nous avons reçu plusieurs lettres de différentes organisations demandant leur adhésion au StreetNet (Zimbabwe, Kenya, Niger, Tunis). Cependant, nous sommes en train de vérifier leur statut de représentation et leur conformité avec les critères du StreetNet.

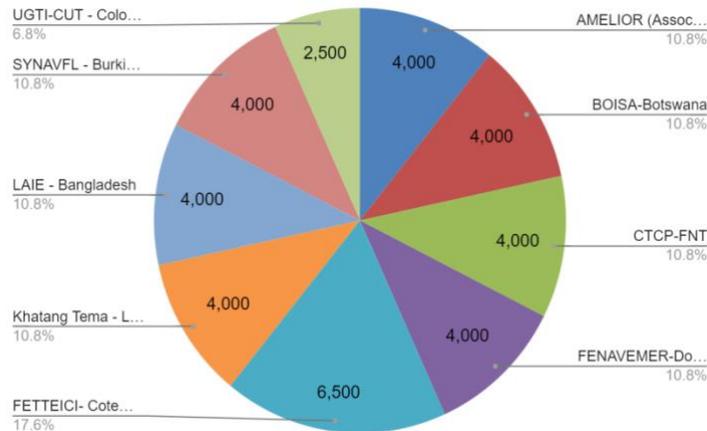
Notre stratégie future sur l'extension et la présence de StreetNet est très claire, et nous avons plusieurs organisations potentielles de l'Argentine (UTEP), de Cuba (SNTCGS), des Philippines, du Vietnam, du Congo-Brazzaville. Nous maintenons notre communication avec eux jusqu'à ce qu'ils soient prêts à rejoindre la famille de StreetNet et à se conformer à nos exigences.

StreetNet s'engage à renforcer tous ses affiliés, mais nous devons être cohérents et efficaces. Nous devons **analyser et surveiller notre niveau d'influence, développer et maintenir des données et des statistiques précises et investir dans le recrutement et dans la mobilisation de nouveaux membres.**

Seuls quelques affiliés ont soumis leur proposition d'activités nationales sur l'organisation et la mobilisation. StreetNet disposait d'un budget limité provenant des

fonds de SIDA et a réussi à fournir un soutien à plusieurs affiliés pour les activités d'organisation au début de l'année 2023 :

Soutien de StreetNet aux activités d'organisation



Points Focaux Régionaux et consolidation :

Je peux fièrement noter que les cinq points focaux régionaux (PFR) de StreetNet ont commencé à être plus actifs dans leurs rôles fonctionnels et à démontrer une meilleure coordination horizontale et/ou communication entre les affiliés régionaux avec le soutien des organisateurs régionaux de StreetNet. Nous avons pu remarquer cette amélioration depuis notre réunion extraordinaire du Conseil en novembre 2020, lorsque tous les coordinateurs des PFR ont présenté les rapports régionaux et se sont engagés à agir conformément aux termes de référence définis par StreetNet pour les points focaux régionaux.

Il reste encore de nombreux défis à relever pour établir une bonne communication, atteindre chaque affilié, en particulier dans la région asiatique, cependant, nous devons être plus inventifs et trouver différentes approches pour les différents affiliés dans différentes régions et différents pays.

Nous voyons une intégration progressive des PFR dans la vie de StreetNet et je voudrais seulement encourager tous nos PFR à poursuivre leur engagement et à faire preuve d'une performance encore meilleure, en particulier lorsque davantage de coordination et d'unité régionales sont nécessaires et attendues.

Les cinq points focaux régionaux de StreetNet fonctionnent chacun à leur manière, mais nous devons nous assurer que les PFR comprennent clairement leur rôle important dans les arrangements structurels de StreetNet et l'espace régional permettant aux affiliés de discuter et de développer leurs stratégies régionales, sans pour autant créer de nouvelles

questions controversées, susceptibles d’engendrer des tensions internes et des malentendus à l’avenir.

Je pense qu’il est temps d’effectuer une évaluation de tous nos points focaux régionaux et de leur efficacité, ainsi que des défis à relever pour parvenir à une analyse sommaire, car nos points focaux régionaux continuent à jouer un rôle stratégique de durabilité pour le réseau de StreetNet, et ils doivent donc être forts, habilités et fiables pour coordonner efficacement le travail dans la région.

En 2019-2020, tous les coordinateurs de points focaux régionaux ont suivi une formation virtuelle conjointe et ont assisté aux réunions de mentorat individuelles avec la coordinatrice internationale et les organisateurs régionaux.

L’état actuel des points focaux régionaux dans StreetNet est le suivant :

1. LES AMÉRIQUES

FESTIVES d’El Salvador est un PFR pour la région des Amériques.

FESTIES organise des réunions RFP en utilisant différents moyens de communication, et le passage progressif au programme virtuel Zoom a vraiment amélioré la participation quantitative des affiliés régionaux. L’organisateur régional de StreetNet a fourni l’assistance nécessaire à la direction de FESTIVES pour organiser des réunions appropriées et assurer un procès-verbal de bonne qualité de ces réunions.

1	AFFE (Asociación de Feriantes de Ferias Especiales)	Alliance de la ville	Montevideo, Uruguay	420 membres
2	CTCP-FNT (Confederación de Trabajadores por Cuenta Propia)	Syndicat national	Nicaragua	25 000 membres
3	FENATSEA (Federación Nacional de Trabajadores del Sector Autónomo)	Fédération nationale	Costa Rica	1 136 membres
4	FENAVEMER (Federación Nacional de vendedores/as y trabajadores/as de los mercados, République dominicaine)	Fédération nationale	République dominicaine	6 821 membres
5	FENTRAVIG (Federación Nacional Trabajadores y Vendedores Independientes de Guatemala)	Alliance de la ville	Guatemala	5 000 membres
6	FÊTES (Federación Sindical de Trabajadores Independientes Vendedores de El Salvador)	Fédération nationale	Le Salvador	12 950 membres
7	FNOTNA (Federación Nacional de Organizaciones de Trabajadores No Asalariados)	Syndicat national	Mexique	25 000 membres
8	FOTSSIEH (Federación de Organizaciones de Trabajadores del Sector Social y Informal de Economía)	Alliance nationale	Honduras	2000 membres

	Honduras)			
9	FUTRAND (Federación Unica de Trabajadores No Dependientes)	Syndicat national	Venezuela	3 992 membres
10	FUTTEINCO (Federación Unitaria de Trabajadores del Turismo, Economía Informal, Comercio y Afines)	Fédération nationale	République dominicaine	1 760 membres
11	SINTRALOC (Sindicato Nacional de Trabajadores Independientes Ambulantes del Transporte y Anexos)	Syndicat national	Chili	3 758 membres
12	Projet de vendeur de rue	Alliance de la ville	New York, États-Unis	2 892 membres
13	UGTI -CUT (Unión General Trabajadores Independientes y de la Economía Informal)	Syndicat national	Colombie	12 000 membres
14	UNICAB (União d Trabalhadores Ambulantes, Feriantes e Camelôs do Brasil)	Alliance nationale	Brésil	7000 membres

TOTAL des membres dans la région :

109 729 membres

2. ASIE

Les fonctions du point focal régional pour l'Asie sont actuellement accomplies par l'organisation « NEST » du Népal. Il est nécessaire d'améliorer la communication horizontale dans la région, c'est pourquoi l'aide de GEFONT (Syndicat national du Népal) est toujours attendue et appréciée.

1	IDEA (Associations pour la Démocratie indépendante de l'Économie informelle)	Syndicat national	Cambodge	1 998 membres
2	KOSC (Confédération coréenne des vendeurs de rue)	Alliance nationale	Corée du Sud	3000 membres
3	LAIE (Travail dans l'Économie informelle)	Syndicat national	Bengladesh	5 250 membres
4	NEST (Syndicat népalais des vendeurs de rue)	Syndicat national	Népal	6 500 membres
5	SEWA (Association des travailleuses indépendantes)	Syndicat national	Inde	21 000 membres

TOTAL des membres dans la région :

37 748 membres

3. L'EUROPE et L'ASIE CENTRALE

Les activités du point focal régional dans cette région sont gérées par l’affilié moldave, Moldova -Business Sind, qui a pris un départ prometteur en matière de coordination et de communication régionales, avec le soutien de la centrale syndicale nationale à laquelle il est affilié.

Le Coordonnateur du PFR utilise différents moyens pour maintenir la communication entre les affiliés régionaux, tout en continuant à communiquer avec les affiliés sur une base individuelle.

Grâce au soutien de l’organisateur régional, les réunions du point focal régional ont eu lieu régulièrement.

1	FTUEU (Syndicat libre des entrepreneurs d’Ukraine)	Syndicat national	Ukraine	20 060 membres
2	Syndicat des travailleurs du commerce du Kirghizistan	Syndicat national	Kirghizistan	9 980 membres
3	Moldova Business Sind	Syndicat national	Moldavie	1 012 membres
4	SCWU (Syndicat des travailleurs indépendants et commerciaux de Géorgie)	Syndicat national	Géorgie	621 membres
5	Vmeste (Syndicat biélorusse “Vmeste”)	Syndicat national	Biélorussie	870 membres
6	Xhidmat-ISH	Syndicat national	Azerbaïdjan	5 300 membres
7	AMELIOR (Association des Marchés Écologiques Locales Indépendants et Organisés de la Récupération)	Organisation basée dans la ville	Paris, France	900 membres

TOTAL des membres dans la région : 38 743 membres

4. AFRIQUE AUSTRALE et AFRIQUE DE L’EST

Depuis mai 2019, le point focal régional pour la région Sud et Est est TUICO de Tanzanie. Un coordinateur nouvellement nommé par TUICO a commencé à s’intégrer activement dans le rôle de PFR et démontre des résultats très progressifs dans le maintien de la communication au sein de la région malgré des difficultés linguistiques pour deux affiliés lusophones que le bureau de StreetNet aide et une performance générale ne fait que s’améliorer, car StreetNet a embauché un interprète portugais qui aidera maintenant à la communication.

Des réunions régulières ont commencé à être organisées sur la plateforme Zoom avec le soutien de l’organisateur régional de StreetNet. Les procès-verbaux sont produits de

façon régulière et la région travaille visiblement dans l'unité et maintient une communication régulière.

1	AEIMO (Associação da Economia Informal de Moçambique)	Syndicat national	Mozambique	19 427 membres
2	AVEMA (Association des vendeurs et commerçants en Zambie)	Alliance nationale	Zambie	41 387 membres
3	AZIEA _(Alliance des associations zambiennes de l'économie informelle)	Alliance nationale	Zambie	11 961 membres
4	BOISA (Association du secteur informel du Botswana)	Alliance nationale	Botswana	11 690 membres
5	FENSTACHS (Federação Nacional de Sindicatos dos Trabalhadores da Industria Alimentar, Comercio, Hotelaria, Turismo e Similares)	Fédération nationale	Angola	28 900 membres
6	KENASVIT (Alliance nationale kényane des vendeurs de rue et des vendeurs informels)	Alliance nationale	Kenya	12 000 membres
7	Khathang Tema Baits'okoli	Organisation nationale	Lesotho	10 109 membres
8	MUFIS (Union du Malawi pour le secteur informel)	Syndicat national	Malawi	17 200 membres
9	NIDAWU (Syndicat namibien des travailleurs domestiques et assimilés)	Syndicat national	Namibie	500 membres
10	SAITA (Alliance sud-africaine des commerçants informels)	Alliance nationale	Afrique du Sud	39 744 membres
11	TUICO (Syndicat tanzanien des travailleurs de l'industrie et du commerce)	Syndicat national	Tanzanie	3 700 membres
12	UMAEU (Union des employés des marchés et assimilés de l'Ouganda)	Syndicat national	Ouganda	6 181 membres
13	ZCIEA (Chambre zimbabwéenne des associations de l'économie informelle)	Alliance nationale	Zimbabwe	22 500 membres

TOTAL des membres dans la région :

225 299 membres

5. AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE

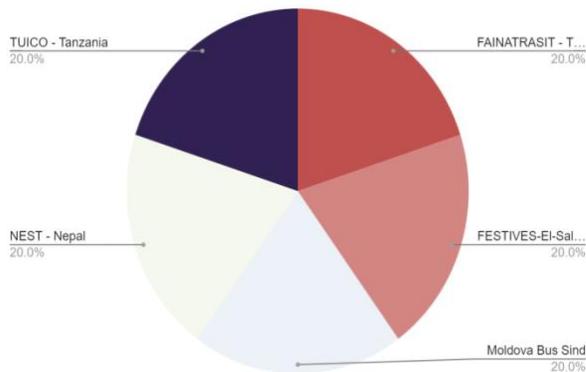
FAINATRASIT est le point focal régional, basé au Togo. Ce PFR était l'un des points focaux régionaux les plus établis et les plus expérimentés, mais il doit encore faire face à des défis linguistiques (langues, faible accès à Internet et à la connexion) en essayant de fonctionner conformément au cahier des charges pour le PFR, et de jouer un rôle de coordinateur dans la région. Des réunions régulières ont été organisées avec l'assistance de l'organisateur régional de StreetNet.

1	ASSOVACO (Association des vendeurs ambulants du Congo)	Alliance régionale	Région du Kivu, RD Congo	7 521 membres
2	CNTG (Confédération nationale des Travailleurs de Guinée)	Centrale syndicale nationale	Guinée, Afrique de l'Ouest	7 981 membres
3	CNTS (Confédération nationale des travailleurs du Sénégal)	Centrale syndicale nationale	Sénégal	20 004 membres
4	CSA (Confédération des Syndicats autonomes du Bénin)	Centrale syndicale nationale	Bénin	2 612 membres
5	FAINATRASIT (Faitière nationale des travailleurs du secteur informel du Togo)	Fédération nationale	Togo	25 000 membres
6	FEPTIWUL (Fédération des petits commerçants et des syndicats des travailleurs informels du Libéria)	Syndicat national	Libéria	10 500 membres
7	FETTEI-CI	Union nationale	Côte d'Ivoire	5 200 membres
8	FIWON (Fédération des organisations de travailleurs informels du Nigeria)	Alliance nationale	Nigeria	25 000 membres
9	LDFC (Ligue pour le Droit de la Femme Congolaise)	Alliance des 3 provinces	République démocratique du Congo	8 520 membres
10	SleTU (Syndicat des vendeurs de Sierra Leone)	Syndicat national	Sierra Leone	30 225 membres
11	SNVC (Syndicat national des vendeurs du Congo)	Syndicat national	République démocratique du Congo	12 000 membres
12	SYNAMAVAB-UNSTB	Syndicat	Bénin	10 500 membres
13	SYNAVFL (Syndicat national des vendeurs de fruits et légumineuses)	Syndicat national	Burkina Faso	6 410 membres

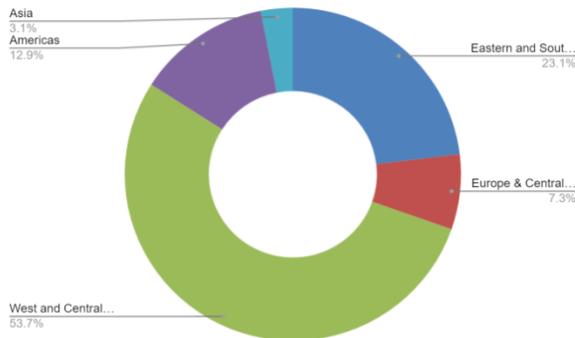
14	SYTRIECI (Syndicat des travailleurs indépendants de l'économie informelle)	Syndicat national	Rwanda	6 872 membres
15	SYVEBU (Syndicat des vendeurs de rue du Burundi)	Syndicat national	Burundi	3 600 membres
16	UGSEIN (Union générale des syndicats de l'économie informelle du Niger)	Centrale syndicale nationale	Niger	30 000 membres
17	UNIWA (Syndicat national des travailleurs de l'économie informelle)	Syndicat national	Ghana	30 000 membres
18	USYNVEPID -CSPIB	Syndicat	Bénin	2 800 membres

TOTAL des membres dans la région : 244 745 membres

Soutien de StreetNet aux points focaux régionaux en 2020-2022 :



Soutien fourni par région (2020-2023) :



Structures de gouvernance et direction

Les structures de StreetNet, dont les membres sont démocratiquement élus, fonctionnent efficacement, conformément aux dispositions de la Constitution de StreetNet.

Le **Conseil international** s'est réuni six fois depuis le Sixième Congrès international tenu en avril 2019 :

Réunions du Conseil international entre juin 2019 et mai 2023 :

Les 29-30 mai 2019	Réunion du Conseil physique (Lomé, Togo)
Les 10-11 mars 2020	Réunion du Conseil physique (Montevideo, Uruguay)
Les 25-26 novembre 2020	Réunion extraordinaire virtuelle du Conseil
Les 25-26 mars 2021	Réunion annuelle virtuelle du Conseil
Les 16-18 août 2022	Réunion du Conseil physique (Accra, Ghana)
Le 2 mai 2023	Réunion du Conseil physique (Kigali, Rwanda)

Le **Comité exécutif** s'est réuni, physiquement et par téléconférence, sur une base trimestrielle régulière, selon les besoins, aux dates suivantes :

Le 28 mai 2019	Réunion physique (Lomé, Togo)
Le 20 août 2019	Téléconférence
Le 15 novembre 2019	Téléconférence
Le 9 mars 2020	Réunion physique (Montevideo, Uruguay)
Le 20 mai 2020	Téléconférence
Le 27 août 2020	Téléconférence
Le 18 novembre 2020	Téléconférence
Le 5 mars 2021	Téléconférence
Le 25 mai 2021	Téléconférence
Le 26 août 2021	Téléconférence
Le 16 novembre 2021	Téléconférence
Le 18 février 2022	Téléconférence
Le 31 mai 2022	Téléconférence
Le 15 août 2022	Réunion physique (Accra, Ghana)
Le 23 novembre 2022	Téléconférence
Le 1^{er} mai 2023	Réunion physique (Kigali, Rwanda)

Le **Groupe d'examen des finances** a tenu ses réunions virtuellement aux dates suivantes :

- Le 13 mai 2019 ;
- Le 27 juillet 2020 ;
- Le 11 novembre 2020.
- Le 22 avril 2021 ;
- Le 22 décembre 2021 ;

- Le 2 juin 2022 ;
- Le 8 août 2022 ;
- En Septembre 2022 - réunion informelle
- Le 7 décembre 2022 ;
- Le 20 décembre 2022.

Capacité opérationnelle et administration

Je suis reconnaissante à tous les membres du Conseil international de StreetNet qui me témoignent leur loyauté et leur soutien, ainsi qu'à tous les membres de l'équipe StreetNet, qui travaillent en synergie et comprennent parfaitement les défis existants, en essayant d'apporter leur soutien là où c'est possible, de suggérer là où c'est nécessaire et de féliciter là où c'est mérité.

Je crois que le bureau a développé une communication interne très efficace avec les leaders de StreetNet, en particulier avec les membres de notre Comité exécutif.

Malgré les défis de connexion qui existent encore et certaines barrières linguistiques, nous avons trouvé la ou les options les plus appropriées pour communiquer à différents niveaux de notre travail opérationnel et tous nos leaders et affiliés ont réalisé des progrès considérables dans ce domaine difficile.

J'apprécie notre coopération fructueuse avec nos leaders, car vos précieuses contributions, suggestions et critiques constructives nous aident toujours à nous améliorer et à aller de l'avant ainsi qu'à trouver la meilleure solution dans notre processus de travail et d'évolution mouvementée.

Les relations de travail entre le bureau et le président ont été fortes et encourageantes, et nous avons pu réaliser et planifier beaucoup d'activités ensemble. Les relations avec le vice-président et le secrétaire se sont développées à un niveau élevé de communication et de soutien mutuel. Le vice-président s'acquitte de son rôle de président de la commission des ressources humaines au mieux de ses capacités et de sa manière, et le secrétaire accorde son grand soutien dans l'ensemble du travail et se voit très engagé dans son rôle de président de la commission disciplinaire.

Le sous-comité sur l'éducation des travailleurs s'est déjà élargi à quatre membres, Annie Diouf et Gabriela Calandria, Namrata Ben, Wisborn Malaya, qui ont travaillé activement avec le soutien de Maira Vannuchi. Cette dernière a commencé à être en partie responsable de la stratégie d'éducation ouvrière dans StreetNet. La stratégie éducative a été élaborée et sera discutée avec les affiliés dans un proche avenir.

Ce travail est toujours en cours.

Le Sous-Comité de Discipline, composé de trois membres, Jamal Ismayilov, Komi Kessouagni et Iryna Yaskevich, avait reçu une demande écrite du Comité exécutif de StreetNet pour examiner le cas de comportement inapproprié et de harcèlement verbal de la part d'un leader de notre affilié au Brésil et d'un membre du personnel qui s'est plaint auprès de la coordinatrice internationale et du vice-président pour demander du soutien et de la protection. Cette situation cas a été discutée et la conclusion a été envoyée au Comité exécutif pour des actions appropriées.

Le sous-comité des ressources humaines a suivi 2 séances de formation au début de 2021 et s'est réuni trois fois pour examiner les demandes des représentants d'équipe. Pour plus de cohérence, je voudrais renforcer la demande de l'ancienne coordinatrice internationale, à savoir que le sous-comité des ressources humaines soit une commission ou un sous-comité permanent dont les membres sont retenus pour leurs compétences identifiables en matière de gestion des ressources humaines, et non pas introduits après chaque élection simplement parce qu'ils sont des membres actuels du Conseil international.

Le travail opérationnel de StreetNet est effectué par l'**équipe suivante** :

1. Oksana Abboud, Coordinatrice internationale (à temps plein)
2. Annelene Shahbaz, Administratrice financière (à temps plein)
3. Suvarna Ragunan, Assistante administrative et financière (à temps partiel)
4. Maira Vannuchi, Chargée de la planification / organisatrice en charge du développement de la stratégie et de l'éducation (à temps plein)
5. Jane Masta, Organisatrice (à temps plein)
6. Evelyn Benjamin-Samson, Organisatrice (à temps plein)
7. Nastasia Tysmans, Organisatrice (à temps plein)
8. Kateryna Yarmolyuk-Kröck, Organisatrice/consultante juridique (à temps partiel)
9. Margarida Teixeira, Responsable de la communication et des médias (à temps partiel)
10. Irene Doda, Assistante média (consultante à temps partiel)
11. Eleni Rozali, Consultante en expertise en communication numérique (à temps partiel)
12. Pilar Balbuena, Chargée du plaidoyer mondial, stratège et analyste de l'économie informelle (consultante à temps partiel)
13. Patrick Kane, Organisateur (à temps partiel)
14. Mdu Phenyane, Gardien de bureau (à temps partiel).

L'équipe de StreetNet, en particulier depuis la seconde moitié de l'année dernière, a commencé à s'étendre, car nous avons obtenu une subvention de 5 ans de la part d'un nouveau bailleur de fonds, la Fondation Ford, ce qui nous a permis d'apporter des ressources humaines supplémentaires à notre équipe, d'étendre nos domaines d'intervention et nos activités. Mais, encore une fois, nous devons être stratégiques et admettre que StreetNet n'est toujours pas une organisation autosuffisante basée sur les membres, et reste encore une organisation dirigée par les bailleurs de fonds. C'est pourquoi nous devons reconnaître qu'une fois que les fonds des bailleurs seront épuisés, dans 5 ans ou plus, nous devons être en mesure de nous maintenir, y compris de maintenir notre équipe opérationnelle. En même temps, il est essentiel d'assurer notre engagement envers le mouvement syndical et de ne pas perdre sa nature, car il y a toujours un risque de devenir une ONG traditionnelle qui fonctionne d'un projet à l'autre, en engageant temporairement des consultants pour une période de temps spécifique.

Cependant, c'est notre réalité actuelle, car toutes les autres organisations mondiales partageant les mêmes idées et représentant les travailleurs de l'économie informelle fonctionnent de manière très similaire à la nôtre.

Je pense que nous devons poursuivre la même stratégie, à savoir conserver une équipe opérationnelle peu nombreuse, mais investir dans son développement et dans son amélioration, tout en renforçant et en dotant nos affiliés de StreetNet des capacités nécessaires. Comme le montre la pratique, il est extrêmement important de renforcer notre petite équipe avec différentes compétences supplémentaires ou nouvelles et un ensemble de connaissances pour devenir très efficace et être en mesure de fournir un conseil de qualité à tous nos affiliés et au-delà.

Étant donné qu'une nouvelle subvention nous a donné plus de possibilités de nous concentrer sur un autre domaine d'activité important, nous avons pu engager la nouvelle consultante, Kateryna Yarmolyuk-Kroek (une avocate spécialisée dans les questions de travail), pour se concentrer sur les instruments juridiques existants aux niveaux international, régional et local, qui pourraient être analysés et utilisés par nos affiliés dans leur travail de plaidoyer dans leurs pays respectifs. Kateryna travaille en étroite collaboration avec le département du programme juridique de WIEGO. En même temps, Kateryna est une organisatrice de StreetNet à temps partiel, responsable de la région d'Europe et d'Asie centrale.

Je suis également fière de mettre en avant notre équipe de communication et de médias, dirigée par notre excellente responsable des médias, Margarida Teixeira. Nos médias jouent un rôle important dans la mise en œuvre des objectifs stratégiques de StreetNet et permettent à la voix de nos membres d'être plus visible et entendue.

Je crois aussi que toute organisation basée sur les membres doit avoir une stratégie médiatique appropriée pour atteindre ses objectifs et promouvoir l'organisation et son travail à différents niveaux. De cette manière, nous avons embauché deux consultantes pour aider Margarida, qui appliquent avec succès et précision leurs compétences professionnelles dans le travail médiatique de StreetNet, tout en apportant de nouvelles initiatives en matière de développement organisationnel.

En outre, nous avons réussi à embaucher une assistante pour notre responsable des finances et de l'administration, Annelene Shahbaz, qui avait vraiment besoin de soutien. Une nouvelle assistante à temps partiel, Suvarna Ragunan, est également basée à Durban (Afrique du Sud), ce qui représente un grand avantage, car Annelene peut obtenir une assistance directe de Suvarna, en particulier lorsqu'elles se rencontrent régulièrement au siège social de StreetNet à Durban.

Pilar Balbuena est une autre consultante en plaidoyer mondial, stratégie et analyse de l'économie informelle. Elle a un contrat direct avec StreetNet depuis avril 2022.

Depuis janvier 2022, deux des membres de notre équipe, Maira Vannuchi et Margarida Teixeira, se sont avérées suffisamment qualifiées et ont été promues dans le système de notation de StreetNet au grade de gestion 9. Elles ont également reçu de nouvelles responsabilités supplémentaires et des rôles de supervision. Je crois que StreetNet devrait être un espace sain pour le développement personnel de tout membre de

l'équipe et reconnaître éventuellement la contribution précieuse à sa croissance organisationnelle.

En même temps, je dois souligner que l'équipe de StreetNet est une équipe amicale, qui s'engage régulièrement avec leurs affiliés respectifs et travaille dans une coordination très dynamique, que j'apprécie beaucoup.

Fonds et levée de fonds

Les contrats de financement suivants sont conclus pour la période allant de janvier 2020 à mars 2027 :

SIDA via WIEGO	D'avril 2020 à mars 2023 D'avril 2023 à mars 2027	Fonds de base pour 2023 /2025 et programmes
OSF	De janvier 2020 à décembre 2022	Activité de programme sur le commerce transfrontalier et les fonds de base pour 2020-2021
Fondation Ford (via WIEGO)	De mai 2021 à avril 2026	Fonds de base pour 2021-2025 et activités de programme
Oxfam	De janvier 2022 à décembre 2026	Fonds de projet pour la sécurité alimentaire dans la région de l'ANASE, axés sur le Cambodge, le Laos et le Vietnam
OSF (Fonds d'urgence)	Mai 2020 – prolongé jusqu'en décembre 2022	Activités des plans de relance économique, communication et développement du site Web
OSF (via le programme de protection sociale WIEGO)	Novembre 2019 – prolongé jusqu'en décembre 2022	Projet sur l'extension de la protection sociale dans les pays d'Afrique subsaharienne

Lorsque la pandémie de Covid a frappé le monde, nous avons pu négocier avec l'OSF et recevoir des fonds d'urgence pour soutenir directement les affiliés, en fournissant des allocations de communication (puisque tous les membres ont dû se déplacer pour la communication et les activités virtuelles). Plus tard, avec le soutien de WIEGO, nous avons pu recevoir une subvention de 5 ans de la part de la Fondation Ford. Nous poursuivons également notre partenariat avec SIDA, car le projet a été renouvelé en 2023 et continuera jusqu'en 2027. Les fonds ont été gérés via WIEGO. Cela nous a permis d'embaucher plus de personnes pour développer un bon système opérationnel et construire une bonne communication avec nos affiliés.

Les ressources financières de StreetNet sont assurées pour les trois prochaines années au moins, mais cela ne signifie pas que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers, car notre activité de levée de fonds doit se poursuivre et devenir un exercice régulier. La participation des leaders à la collecte de fonds de StreetNet est également d'une importance cruciale et sera plus appréciée par la suite.

Propriétés/locaux de StreetNet

1. Unité 101 Dinvir Center, 123 Joe Slovo St., Durban, Afrique du Sud

Nous avons acquis cette propriété en 2016. Il s'agit d'une propriété individuelle. Nous avons actuellement deux locataires qui nous louent des espaces de bureaux (Focus Planning Solutions et SASEWA). Le bâtiment est en très mauvais état et nous avons eu des problèmes sans fin avec la personne morale. Cette situation est devenue un sujet de préoccupation pour les auditeurs, car nous n'avons pas payé les taxes en raison de l'absence de factures accompagnées des coordonnées bancaires adéquates.

Depuis la COVID, les locataires ont été affectés, et nous avons dû radier une partie de leurs locations durant cette période. Nous prévoyons de vendre la propriété au cours de cette année et espérons récupérer ce que nous avons payé pour l'acquérir.

2. 45 Claribel Road, Windermere, Durban, Afrique du Sud

Cette propriété a été acquise en décembre 2022. Nous avons approché la Fondation Ford et lui avons demandé si nous pouvions acheter un bâtiment avec une partie des fonds alloués à StreetNet. Il s'agit d'un bâtiment autonome. Nous louerons également une partie du bâtiment pour nous permettre de subvenir à nos besoins à l'avenir si nous n'avons pas de fonds provenant de bailleurs pour payer nos factures municipales et entretenir le bâtiment.

Focus Planning Solution a manifesté son intérêt à déménager avec nous dans une nouvelle propriété en tant que locataire.

Publicité, médias et documentation

Depuis le moment où StreetNet a embauché une responsable des médias dédiée, Margarida Teixeira, en juin 2020, le travail des médias dans StreetNet a rapidement commencé à prospérer de manière remarquable, car en si peu de temps, une nouvelle responsable des médias a démontré ses excellentes compétences professionnelles et sa capacité à apporter beaucoup d'initiatives et à mettre en œuvre de nombreux projets concernant les médias, la communication et les jeunes.

Je veux juste noter que nous ne devrions jamais diminuer ou sous-estimer le travail des médias et de la communication efficaces dans les organisations basées sur les membres.

Félicitations à l'équipe des médias et de la communication de StreetNet !

Le rapport complet du travail des médias a déjà été ajouté à vos documents.

PARTIE III – Défis stratégiques pour StreetNet

StreetNet fait toujours face à des défis similaires à ceux que nous avons identifiés lors des Quatrième et Cinquième Congrès internationaux de StreetNet, nos défis internes l'emportant toujours sur nos défis externes.

DÉFIS INTERNES

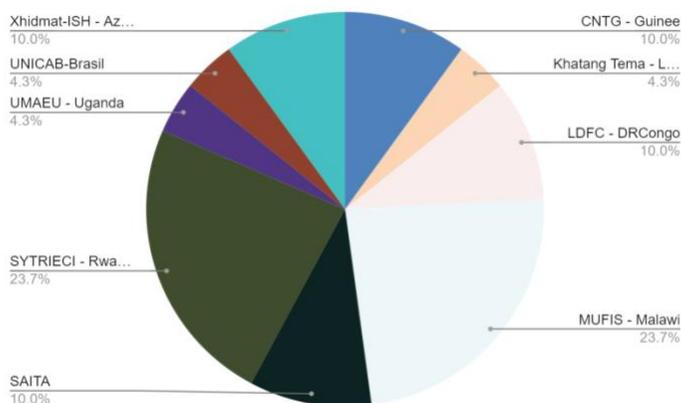
Développer les capacités des affiliés de StreetNet

Identifier et recruter les organisations les plus représentatives dans chaque pays :

Comme mentionné ci-dessus, sous la rubrique « croissance des membres », nous devons rester tournés vers l'extérieur et continuer à nous efforcer de représenter les organisations les plus représentatives des travailleurs les plus pauvres de notre secteur de l'économie informelle. Cela signifie parfois persuader nos affiliés (*qui ne sont pas toujours les plus représentatifs du pays, et parfois même pas des travailleurs les plus pauvres du secteur*) de s'unir et de travailler avec d'autres organisations avec lesquelles ils pourraient être en concurrence.

Intégration des jeunes dans l'organisation : il y a eu des progrès à cet égard, car nous avons commencé à collecter davantage de données ventilées par âge et un projet axé sur les jeunes a été mis en œuvre à titre expérimental en 2021-2022. Une disposition constitutionnelle permet la création d'un Comité international des jeunes, cependant, jusqu'à ce Congrès, nous ne sommes pas prêts pour que cette structure commence à fonctionner correctement. Nous avons besoin d'un Comité efficace, mais cela demande plus de travail préparatoire et d'investissement.

Projet "Jeunes Reporters" :



Intégration des vendeurs handicapés dans l'organisation : il y a eu des progrès lents à cet égard, car peu d'affiliés ont signalé des activités organisationnelles renforcées impliquant des vendeurs de rue et des vendeurs informels handicapés, mais cela nécessite encore plus de travail et de concentration.

Démocratie interne : nous avons poursuivi nos efforts pour soutenir la construction d'une démocratie interne et d'un leadership féminin fort dans tous nos affiliés pour identifier et noter les pratiques de contrôle et la marginalisation des travailleurs les plus faibles de notre secteur. Malheureusement, c'est toujours le cas qui a également été souligné par la précédente coordinatrice, Pat Horn, et qui sape souvent le niveau de démocratie interne.

Leadership et organisation du contrôle des travailleurs

Composition de classe : StreetNet fait toujours face à un déséquilibre de classe dans le profil de leadership, identifié lors des précédents Congrès internationaux. Pour aborder la question de la classe et de l'identité, nous avons organisé une formation en deux sessions pour notre leadership et l'équipe, ainsi qu'une autre formation sur l'identité politique pour l'équipe opérationnelle, afin de rappeler l'importance de préserver l'attention sur une véritable composition de StreetNet, compte tenu des politiques fondatrices sur la classe et le genre.

DÉFIS EXTERNES

Avenir du travail

Le développement rapide des nouvelles technologies remet en question des millions d'emplois formels, ce qui a un impact à la fois positif et négatif sur les travailleurs de l'économie informelle. En ce qui concerne les plateformes en ligne, l'accès et le contrôle sont biaisés en faveur des parties prenantes les plus dominantes, les plus puissantes et les plus riches, bien que les travailleurs de l'économie informelle aient la possibilité de les utiliser de manière positive. La robotique et l'intelligence artificielle sont susceptibles d'avoir un impact indirect dans un avenir prévisible, car les personnes qui perdent leur emploi chercheront probablement des possibilités d'emploi indépendant dans l'économie informelle.

L'organisation et la mobilisation de nouveaux membres devraient être les priorités pour les affiliés, ainsi que la construction d'alliances avec d'autres organisations de travailleurs.

Le défi pour les membres de StreetNet est d'anticiper les changements dans le monde du travail et de garder une longueur d'avance dans la pratique de nouvelles innovations collectives viables.

Changement climatique, conflits et guerres

La crise économique et sociale que nous traversons actuellement dans le monde est aggravée par les effets néfastes du changement climatique. Plus que jamais, chacun de

nous a commencé à ressentir l'effet du changement climatique et principalement son impact négatif sur les vendeurs informels et les vendeurs de rue.

C'est un moment crucial pour nous tous de discuter de la question du changement climatique et de toute catastrophe naturelle, ainsi que des conflits et des guerres, car nous devons développer une stratégie et un plan d'action appropriés pour relever les défis, surtout s'ils ont un impact direct sur nos membres, leur vie et leurs moyens de subsistance.

La résolution de StreetNet sur le changement climatique et le recyclage devrait être renforcée avec une stratégie de plaidoyer appropriée pour atténuer les risques potentiellement dévastateurs et l'impact sur nos membres.

CONCLUSION – Aller de l'avant vers le succès

Il semble que le monde s'adapte à de nouvelles réalités où nous apprenons tous à vivre avec et après la pandémie de COVID-19. Nous devons aller de l'avant, mais en tenant compte de nos leçons apprises.

J'apprécie que nos leaders soutiennent la plupart de nos initiatives et idées sur la façon d'assurer la durabilité dans une perspective à long terme. Nous devons absolument être efficaces et continuer à nous concentrer sur le travail **d'éducation, de renforcement des capacités et de plaidoyer** à tous les niveaux de notre fonctionnement.

Nous concentrer sur l'élaboration d'une stratégie inclusive visant à définir notre rôle particulier dans la construction d'un meilleur avenir du travail reste notre tâche principale à tous les niveaux. De nouvelles conditions de vie dans un monde en constante évolution apportent de nouvelles circonstances et de nouveaux dommages, surtout si l'on tient compte de l'invasion russe à grande échelle dans mon pays, l'Ukraine, qui aura inévitablement un impact direct ou indirect sur chacun de nos pays, en particulier en ce qui concerne l'insécurité alimentaire, l'instabilité socio-économique et l'insécurité mondiale en général.

L'unité et la solidarité sont toujours extrêmement utiles et essentielles, surtout lorsqu'un pays spécifique ou nos membres sont dans une grande crise et dans un grand besoin, nous, les travailleurs, qui sommes majoritaires dans nos pays et dans nos sociétés, nous pouvons nous unir et démontrer nos actions collectives, notre grande voix puissante, pour avoir un impact direct et des changements sur nos vies, ainsi que pour assurer la paix.

Même si cela sonne comme une illusion naïve, surtout à la lumière d'une orientation politique d'extrême droite où les droits de l'Homme ou des travailleurs ne sont pas à l'ordre du jour national ou même international à prioriser, nous devons avancer avec foi et courage pour lutter pour que la justice sociale et économique rende ce monde meilleur et le remette sur les rails.

StreetNet reste pleinement attaché à sa mission et à ses valeurs authentiques, à ses objectifs et à ses principes directeurs, à son mandat et à ses politiques fondatrices,

quelles que soient les circonstances ou les conditions. Nous ne devons pas perdre notre identité authentique et nous devons nous rappeler ce que nous sommes et qui nous représentons.

Je vous remercie tous pour votre soutien permanent, votre patience et votre compréhension que vous m'apportez personnellement et à tous les membres de notre équipe qui font un excellent travail, en s'engageant dans notre merveilleuse famille de StreetNet.

Rien pour nous sans nous !

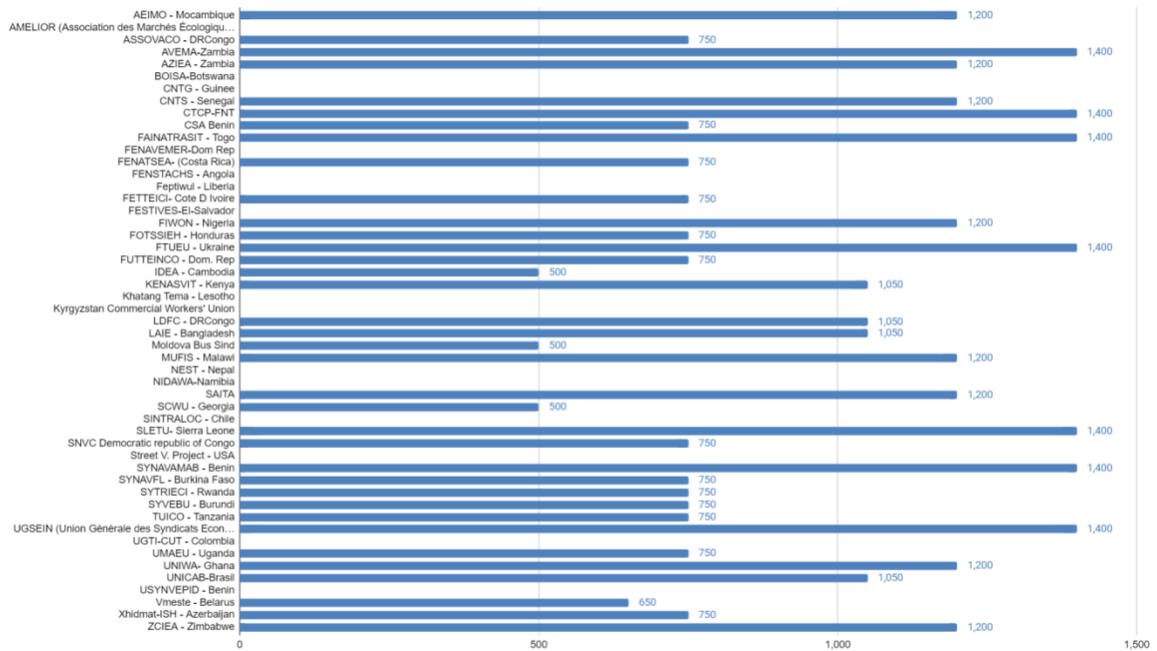
RECOMMANDATIONS

1. Les affiliés de StreetNet devraient utiliser tous les instruments juridiques internationaux existants dans leur travail de plaidoyer dans leurs pays et villes pour le bénéfice de leurs membres et les affiliés de StreetNet en général.
2. Le Conseil international devrait continuer à travailler avec le sous-comité de l'éducation des travailleurs et d'envisager la même composition ses membres qui sont retenus pour leurs compétences et capacités identifiables au moins pendant deux mandats (8 ans) de fonctionnement de StreetNet.
3. Le Conseil international devrait reconstituer le sous-comité des ressources humaines en une commission ou un sous-comité permanent dont membres sont retenus pour leurs compétences identifiables en gestion des ressources humaines, et non amenés après chaque élection simplement parce qu'ils sont membres actuels du Conseil international.
4. Le Congrès de StreetNet devrait examiner et adopter les amendements au Code de conduite actuel (proposés par la Commission disciplinaire) pour le rendre plus progressiste et protecteur pour toutes les personnes de StreetNet concernées.
5. Les affiliés de StreetNet devraient se soutenir mutuellement et travailler avec les membres du Conseil et avec le bureau de StreetNet pour construire et renforcer le leadership des catégories à faible revenu et des classes inférieures des vendeurs de rue et des vendeurs informels, conformément à la résolution fondatrice de StreetNet sur la politique organisationnelle de classe et de genre.
6. Les affiliés de StreetNet devraient renforcer leur travail sur le terrain en intégrant les jeunes, les vendeurs handicapés dans leurs organisations et dans StreetNet à tous les niveaux de ces organisations.
7. Les affiliés de StreetNet, les PFR devraient respecter et suivre les dispositions constitutionnelles de StreetNet sans essayer de saper ou de compromettre ses articles sur l'autonomisation des femmes.

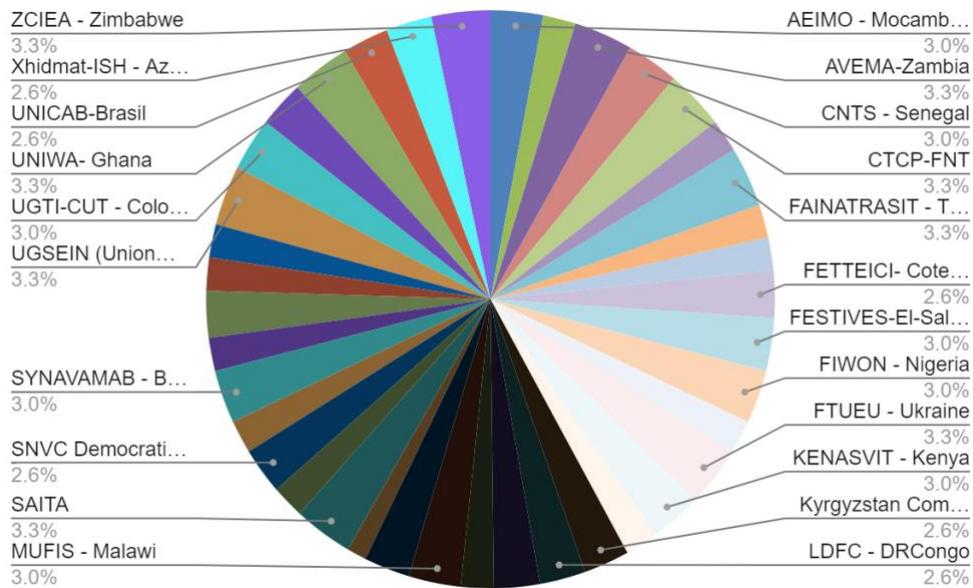
8. Les affiliés de StreetNet devraient se soutenir mutuellement et travailler avec respect et patience avec l'équipe opérationnelle de StreetNet pour construire et renforcer leur démocratie interne et un leadership féminin fort à tous les niveaux.
9. Les affiliés de StreetNet et d'autres organisations de travailleurs informels devraient faire pression sur l'OIT pour relier leurs initiatives sur l'avenir du travail à la mise en œuvre active de la Recommandation 204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, puisque la question de la formalisation fondée sur les droits doit être la priorité de toutes les discussions sur l'avenir du travail.
10. Les affiliés de StreetNet doivent défendre fermement les principes, l'intégrité organisationnelle et l'héritage établi de StreetNet International contre les tentatives d'accaparement de l'organisation à des fins différentes, et utiliser leurs pouvoirs constitutionnels démocratiques pour garantir l'élection de leaders qui s'engagent à défendre l'héritage et l'intégrité organisationnelle de StreetNet.
11. Le Congrès de StreetNet devrait discuter et adopter des dispositions plus progressistes sur le changement climatique, sur la justice et sur la transition juste.

ANNEXE 1

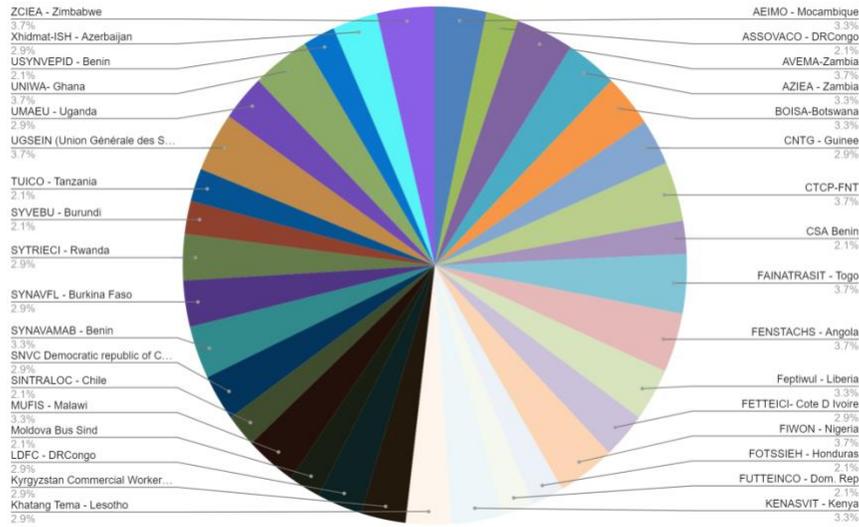
Support de communication aux affiliés (2020-2021)



Soutien de StreetNet en matière de la mise en œuvre des plans de relance économique



Soutien de StreetNet aux projets d'activités mises en œuvre au niveau du pays



Soutien de StreetNet à la célébration de la Journée des vendeurs de rue en 2022

